l'unité

M 2805 - N° 463 - 7 F — L'hebdomadaire du Parti socialiste — 9 avril 1982

DEUXIEME ACTE

PAR CLAUDE ESTIER

L'OPPOSITION et la presse qui la soutient ont bien tort d'ironiser sur le travail de réflexion auquel les socialistes, réunis en différentes instances, viennent de procéder depuis une semaine. Nécessaire après une épreuve électorale qui n'a pas été un succès, cette réflexion a eu, en effet, suivant le mot de Lionel Jospin, un caractère « tonique ». Elle a montré que l'ensemble des socialistes, qu'ils soient membres du gouvernement, parlementaires, responsables ou simples militants du Parti, sont des hommes et des femmes capables de tirer lucidement les leçons d'un événement en se tenant entre eux le langage de la franchise non pas pour rejeter les responsabilités sur tel ou tel mais pour mieux rectifier les erreurs ou les insuffisances constatées.

Il est vraiment simpliste d'affirmer que les députés ont fait le procès du gouvernement ou que celui-ci a été mis en cause par les membres du Comité directeur. Le problème n'est pas là. Où qu'ils se trouvent aujourd'hui, les socialistes savent qu'ils sont engagés ensemble dans la même entreprise, qu'ils sont solidaires dans la conduite de celle-ci, qu'ils seront jugés ensemble sur sa réussite ou sur son échec. Simplement, les députés et les militants venus de leurs départements ont exprimé un certain nombre de réactions enregistrées « sur le terrain », non pas pour gêner ceux qui sont à la tête des ministères mais pour qu'ils en fassent leur profit.

De tout ce qui s'est dit ainsi en huit jours, au groupe parlementaire, au Comité directeur, au séminaire de la direction, il résulte une volonté commune de poursuivre l'action engagée pour le changement, sans s'arrêter aux criailleries de la droite, mais aussi de la rendre plus claire, plus concrète, plus directement perceptible à ceux à qui cette action s'adresse directement. Pour le gouvernement comme pour le Parti, la priorité est redonnée sans ambiguïté à la réussite du redressement économique dont les premiers signes commencent à se faire sentir mais qui implique l'engagement de toutes les forces sociales et la reprise des investissements qui est elle-même la condition de la victoire dans la lutte contre le chômage.

Tout doit donc être fait désormais pour atteindre ces objectifs y compris, comme l'a souhaité le Comité directeur, le renforcement des moyens permettant au gouvernement d'exercer pleinement son autorité et d'accroître l'efficacité de son action.

Nous sommes bien convaincus que c'est cela qu'attend cette partie de l'opinion qui avait voté pour le changement au printemps dernier et qui a marqué un certain désenchantement à l'occasion des cantonales. Contrairement à ce que croient certains leaders de l'opposition, ces Français-là ne sont pas disposés à remettre en selle le giscardisme dont ils ont trop longtemps subi les méfaits. Ils veulent qu'on leur dise plus clairement, dans les différents domaines qui les intéressent, ce qui a déjà été fait, ce qui le sera et aussi ce qui ne le sera pas. Ce sera, en particulier, la signification de la conférence de presse que le président de la République, qui est volontairement fort peu intervenu jusqu'ici, entend tenir peu après son retour du Japon. A quelques jours du premier anniversaire du 10 mai, ce sera le véritable coup d'envoi d'une nouvelle phase de l'action gouvernementale.

• Le Parti socialiste a toujours condamné le terrorisme où qu'il frappe et d'où qu'il vienne. Dimanche, quelques heures après l'assassinat à Paris d'un diplomate israélien, il a, par la voix de son Premier secrétaire Lionel Jospin, s'exprimant au nom du Comité directeur qui était précisément réuni à ce moment, exprimé son indignation en même temps que ses sentiments de sympathie à l'ambassadeur d'Israël. Le président de la République et le ministre des Relations extérieures ont également, en termes catégoriques, condamné cet attentat.

Il est donc inadmissible que certains, aveuglés par leur haine des socialistes, osent, comme l'a fait lundi, par exemple, l'éditorialiste du « Figaro », faire retomber sur le gouvernement la responsabilité des actes terroristes, qu'il s'agisse d'ailleurs aussi bien de l'attentat du Capitole que de l'assassinat du diplomate israélien. Le terrorisme, heureusement moins répandu en France que dans d'autres pays européens, n'est pas un fait nouveau et lorsque d'autres diplomates en poste à Paris — parmi eux, un représentant de l'O.l.p. dont le bureau en France avait été ouvert bien avant le 10 mai — sont tombés sous des balles meurtrières durant le septennat de Giscard d'Estaing, il ne nous est jamais venu à l'esprit d'en faire porter la responsabilité à celui-ci.

De la même façon, il serait grave que le tragique assassinat de Yakov Barsimontov serve de prétexte à une escalade israélienne au Sud-Liban. L'enchaînement de la violence et des représailles n'a jamais résolu aucun problème de coexistence entre deux peuples. Puisse-t-on y penser, d'un côté comme de l'autre, avant de commettre des actes irréparables !



Le général Galtieri, leader de la junte argentine.



A.f.p.

Margaret Thatcher.

Sygma

Penalty contre l'Argentine

(page 8)

Pour la dictature argentine, l'opération "récupération" des îles Malouines – d'abord une opération de politique intérieure pour tenter d'occulter le réveil social d'un peuple à bout – risque de fort mal se terminer

BRUXELLES

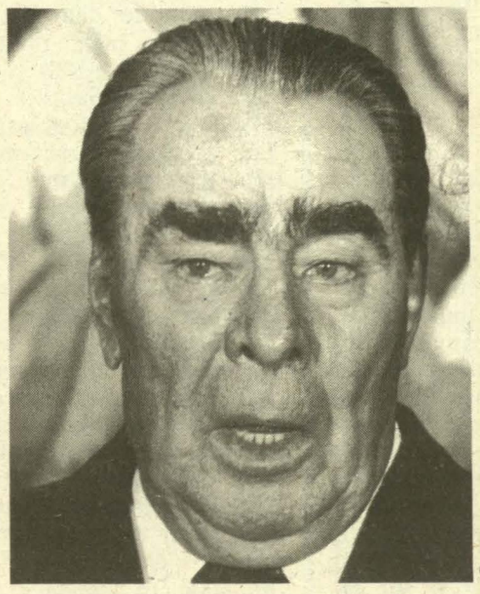
Le grand théâtre agricole comme si vous y étiez

(page 7)

Les solutions techniques existent, les seuls obstacles sont politiques...

PAR CHRISTIAN GOUX

(page 3)



Sygma

KREMLIN

La succession sera longue

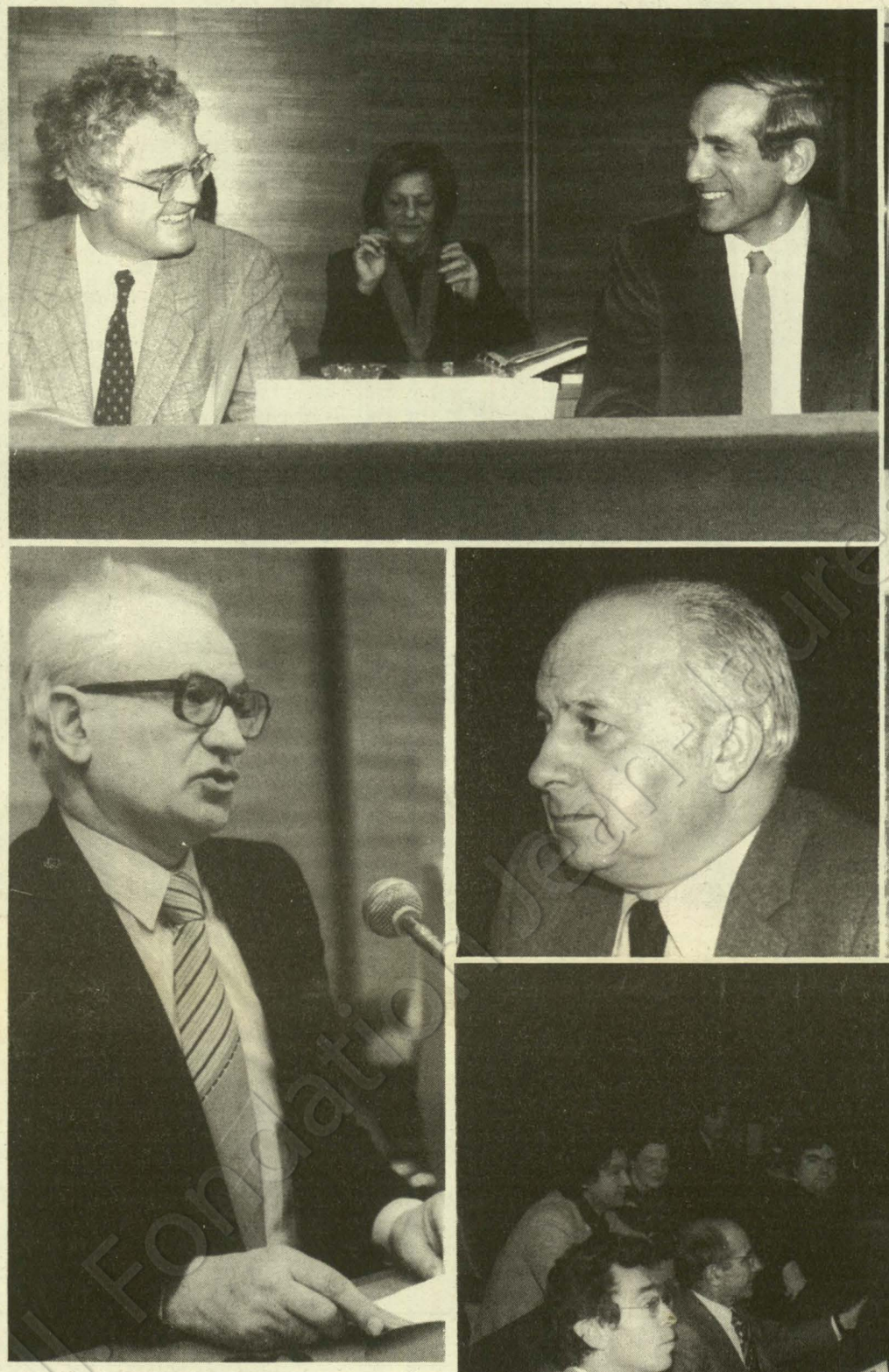
Malade, mourant ou en vacances... les rumeurs, à défaut d'informations, abondent à propos de Leonid Brejnev. Sachant que la "kremlinologie" s'apparente plus à la divination qu'à la science politique on peut toutefois essayer de comprendre la fin de l'ère brejnévienne

(page 16)

Le temps contre la peur

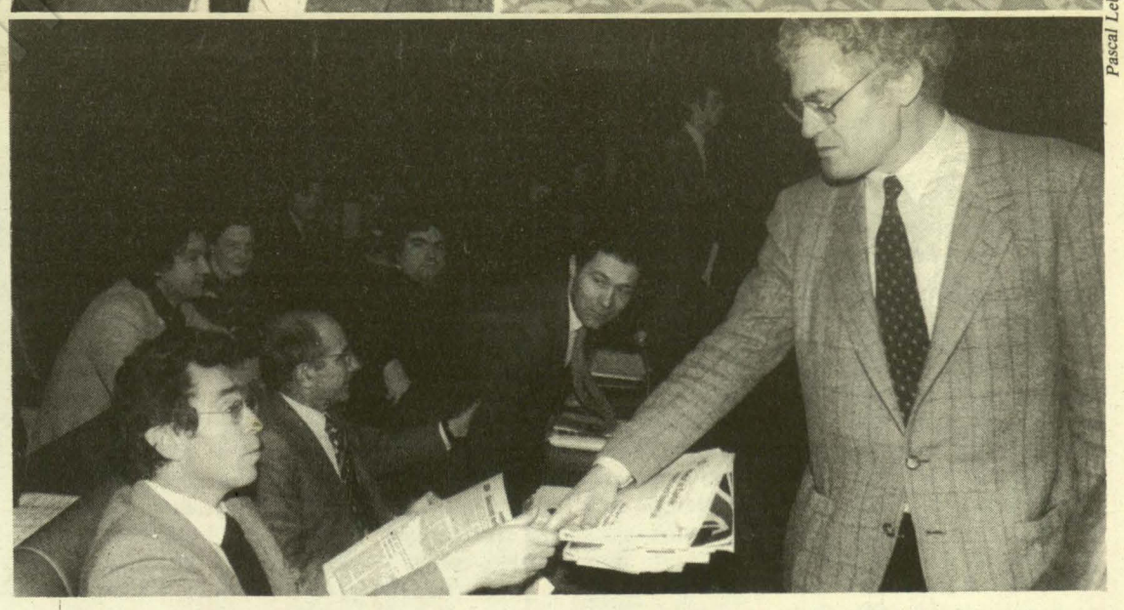
L'opposition s'est réorganisée. Résultat qui n'est pas dû au travail militant des partis de droite mais à la mobilisation des "relais" – paysans, commerçants, patronat, etc.– et à l'exploitation des "affaires". Prenons conscience du temps car, à condition d'établir une bonne communication avec le pays, la peur du nouveau va s'amenuiser

PAR GUY PERRIMOND





Pascal Lebrun



Lionel Jospin, Paul Quilès, Louis Mermaz, Charles Hernu, Claude Estier, Pierre Joxe, Christian Goux, Alain Barreau, etc., au Comité directeur.

LA droite n'aurait-elle pas le sens de l'opportunité ? Ayant obtenu avec 49,9 % des voix 59 % des sièges de conseillers généraux, bref, après avoir remporté un succès remarqué lors des dernières élections cantonales, elle a, depuis quelques jours, adopté un profil bas. Son triomphalisme s'est fait plus discret, de bon ton en quelque sorte. Le R.p.r. a donné l'exemple, l'U.d.f. a suivi. Rien de surprenant à vrai dire dans cette prudence : le parti de Jacques Chirac, et, à un degré moindre, le conglomérat giscardien ont acquis, ces derniers mois, une plasticité étonnante. S'ils sont capables de recueillir les fruits d'une mobilisation de l'électorat de droite, ils ne sont pas encore capables d'organiser, en tant que parti, d'attaque frontale contre le pouvoir en place. Mais ils ont pour cela, dans la société française, des relais efficaces !

Au lendemain des législatives de 1981, le premier souci des responsables de droite fut d'éviter toute autocritique. Comprendre et surtout rendre publiques les raisons d'un échec ne pouvait que le rendre plus durable. Et si, ici ou là, quelques personnalités tentèrent en analysant cet échec de régler quelques comptes, pour l'essentiel, le discours dominant s'accrocha au « catastrophisme » : avec la gauche demain serait pire qu'hier ! Et il fallait qu'un tel discours soit proclamé très haut, très fort, pour que le bilan de la précédente majorité soit en partie oublié. Ayant une vieille habitude du « demain on rasera gratis », la droite n'eut aucun mal à passer au « demain on rasera plus cher ». D'autant plus que ses relais naturels dans le monde de l'information allaient lui faciliter la tâche.

Que l'on comprenne bien : si, dans quelques journaux, le parti pris fut raisonné, automatique, ailleurs c'est le poids des habitudes culturelles qui permit à la droite de faire passer son message. Un seul exemple : les problèmes économiques. Durant le précédent septennat, l'information économique ressemblait le plus souvent aux informations météorologiques d'il y a quelques années. Tout était imprévisible, incompréhensible, venu d'ailleurs. D'étranges anticyclones venaient perturber les actes, la volonté de « brillants économistes », de techniciens au-dessus de tout soupçon. La politique, les motivations profondes des diverses couches sociales, la réalité de l'exploitation, rien de cela n'était expliqué. Il y avait « ceux qui savaient », sorte de chamans imperturbables, et des événements, certes douloureux, mais imprévisibles. Mai, juin 1981 ont passé, mais les schémas de raisonnement ont, chez la plupart des commentateurs, duré. Il y a toujours « ceux qui savent », et si ceux-là prédisent des « catastrophes », c'est qu'elles viendront. Puis une économie dont on ne veut pas voir les nouvelles tendances. Il a fallu que les chiffres soient là — les statistiques de l'Insee entre autres — pour que la presse admette la relance par exemple. Les « gourous » n'y croyaient pas !

Ce « catastrophisme », la reprise dans les médias, allaient permettre à la droite de mobiliser ses troupes et de faire agir ses autres « relais ». Ceux-ci sont connus. Il s'agit d'organisations d'ampleur plus ou moins large, mais ayant toutes une caractéristique commune : être implanté dans des couches sociales où le poids de la gauche est faible, paysannerie, commerçants, professions libérales, patronat, certaines catégories de cadres. De là est venue l'agitation, la revendication et, parfois, la présence « dans la rue ».

Et il n'y avait pas besoin d'un « bureau central d'organisation » pour mettre en mouvement les organisations. Ne se sentant pas « légitimes » aux yeux du nouveau pouvoir — à moins qu'aux yeux de leurs dirigeants ce soit le nouveau pouvoir qui n'ait aucune légitimité —, ayant comme toutes les autres catégories sociales des revendications réelles — qui n'en a pas en temps de crise ? — elles allaient, d'elles-mêmes, occuper la scène. Et apporter des « exemples concrets » de la « politique sectaire » des socialistes.

Mais à moins de vouloir tomber dans l'angélisme, il est évident que la droite a su — en dehors du travail de ses députés, de sa présence idéologique, du soutien apporté aux différents « relais » — tirer le maximum de bénéfice de ce qu'il est convenu d'appeler « les affaires ». Au point que de nombreux commentateurs politiques en arrivent à penser qu'il n'est pas possible que seul le hasard explique une telle réussite... Et que dire si l'on aborde les campagnes de calomnie lancés massivement ici et là !

Au total, dix mois après son arrivée au pouvoir, la gauche se retrouve face à une opposition en quelque sorte réorganisée. Et bizarrement cette réorganisation n'est pas le résultat d'un travail militant des partis de droite au sens classique du terme, mais davantage de ce qu'il convient d'appeler leur périphérie.

D'abord « le centre ». Dans de nombreux cantons, les militants socialistes ont eu affaire lors des dernières élections à une nouvelle génération de militants de droite : caractéristique commune, ils étaient plus « musclés ». De nombreux candidats de l'opposition, dans les Bouches-du-Rhône par exemple, montraient qu'ils n'avaient rien oublié de leur passage dans un des multiples groupuscules de l'extrême droite. Un glissement sensible ici ou là, glissement allant de pair avec un rajeunissement des « militants de base ». Côté idéologie, rien de bien neuf, si ce n'est l'accent mis sur les problèmes de sécurité, sur la présence de travailleurs immigrés, sur la justice. En un mot l'émergence d'un discours sur les faits de société. Avec, en ce qui concerne l'appareil d'Etat, le rappel constant d'une prétendue « chasse aux sorcières ».

Le vocabulaire des leaders de droite est à cet égard révélateur. Jacques Chirac, un des plus « policés » ces dernières semaines, n'a pas fait exception. Lors d'un « Face à la rédaction » d'Europe n° 1, le vocabulaire qu'il emploie a pour but de créer une psychose de peur : « paralysie, néfaste, incohérent, vœux pieux, sectaire, intolérant, violence, crispation, affrontements, drame individuel, drame (tout court). » On pourrait poursuivre...

L'action des deux composantes — R.p.r. et U.d.f. —, même marquée par les séquelles de l'échec de 1981, l'agitation orchestrée des divers « relais », l'utilisation des « affaires » ont donc permis une remobilisation d'un électorat qui l'année dernière s'était, pour une toute petite partie, « évaporé ». Et pour cela, ce que l'on pourrait appeler les arguments psychologiques a pesé très lourd. Il faut donc en tenir compte. Même si on est très loin, en ce domaine, des discours sur le rythme du changement.

Depuis le 10 mai l'accent, à gauche, a été mis sur l'essentiel, les structures : nationalisation, régionalisation. Puis sur la réduction des inégalités. Enfin sur une amélioration des équilibres économiques. Travail nécessaire mais auquel ont été peu sensibles — ce qui est loin d'être étonnant — les électeurs de droite. Il faudra des résultats de première grandeur — et ces résultats sont devant nous — pour qu'une fraction significative de ces électeurs rejoignent la gauche. Quant aux catégories sociales « fragiles », ce qu'il est convenu d'appeler les « couches moyennes », il est évident que la seule manière de les ancrer à gauche est de les... rassurer.

Or, ce qui a dominé depuis janvier, et les multiples campagnes de la droite y sont pour beaucoup, ce sont, on l'a vu, les ferments d'inquiétude. Rassurer implique qu'à l'égard de ces couches rien ne soit entrepris qui n'ait été annoncé, expliqué. C'est tenir compte des arguments psychologiques utilisés par la droite et, par avance, y répondre. Par des actes. C'est occuper le terrain dans des domaines nouveaux, ceux qui rendent cet électorat « sensible ».

Car les succès remportés aux cantonales par la droite sont fragiles : l'équilibre mesuré lors du premier tour de l'élection présidentielle n'a pas été modifié — mieux, la gauche a, légèrement, amélioré ses positions. Retrouver une majorité « franche et massive » n'est donc pas une utopie. C'est d'abord une question de volonté, d'organisation. C'est surtout éviter d'apporter sur un plateau des arguments à l'adversaire. Durant des décennies d'opposition, les socialistes ont pu pratiquer — parfois jusqu'à la caricature — la démocratie. Mais il y a des lieux pour cela. Reproduire ailleurs les habitudes internes aux partis n'est peut-être pas en ce domaine la meilleure des solutions.

Enfin, il faut prendre conscience du temps. Car, à condition d'établir une bonne communication avec le pays, la

L'aveu

« C'EST vrai. » Parti comme un cri du cœur — avant que des pudeurs ou des calculs aient pu feutrer l'affirmation —, cet aveu tient lieu d'explication à la fronde patronale.

C'était le jeudi 1er avril. Le « Forum de l'Expansion » avait fait le plein de ses patrons, aisés sous tous rapports : la claque révérencieuse naguère à l'endroit de Raymond Barre, la critique distinguée tout à l'inverse d'un S.n.p.m.i. d'après-repas, l'allure « manager », c'est-à-dire cravate et col moins empesé qu'au C.n.p.f.

On parlait « droits des travailleurs ». Et on parlait bien. Expériences à l'appui. Et Jean Auroux — présent ici avec Yvon Chotard, Jean Kaspar (C.f.d.t.), Paul Marchelli (C.g.c.) et autres — s'en vint à critiquer le comportement patronal face aux syndicats dans l'entreprise. De front et sans ambages ; avec ce langage de « vérité quoi qu'il en coûte » qui le caractérise dans l'arène politique.

« Aujourd'hui encore, dit-il, l'exercice du droit syndical dans l'entreprise, voté il y a plus de treize ans par le pouvoir précédent, provoque chaque année encore un nombre invraisemblable de jugements devant les tribunaux. Ce qui tendrait à prouver que tout ne va pas pour le mieux de ce côté-là ; voire que le syndicat reste — non en droit mais de fait — un corps étranger, presque un intrus, dans certaines entreprises. »

« C'est vrai », cria une voix dans la salle.

Et toute la discussion, par la suite, n'en fut que l'illustration. Dassault, le fils, demanda qu'on laisse les travailleurs travailler et les dirigeants diriger. Un vocabulaire « soixante-huitard » jusqu'au bout de la langue, puisqu'il alla même clamer son « ras-le-bol » ! Et le patron du social du C.n.p.f. chanta, la main sur le cœur, les mérites de la politique contractuelle, tout en refusant le rendez-vous annuel avec les syndicats. En quelque sorte, une bonne idée pour discours en trompe l'oreille... à condition de ne pas la mettre en œuvre !

Jean Auroux argumenta. Le dialogue c'est mieux qu'un baril de pétrole. La responsabilité appelle le changement de comportement de soi avant d'attendre celui du voisin. La solidarité ouvre la porte de l'entreprise aux chômeurs. Un langage de « force tranquille » qui invite le patron à dialoguer et donc à négocier avec les représentants des travailleurs ; le syndicat à exercer toutes ses responsabilités et donc à signer des contrats de progrès ; les travailleurs à vivre la solidarité et donc à renforcer le syndicalisme par l'adhésion.

Seulement voilà : même cette « fine fleur » du patronat français semble faire un blocage à l'endroit du syndicat. L'habiller d'une peau de loup pour justifier son renvoi de la bergerie.

Pas tous, fort heureusement. Il en était aussi, à ce « Forum de l'Expansion », beaucoup à ne pas applaudir Serge Dassault ; beaucoup à confier leurs expériences de bonnes négociations avec les syndicats ; beaucoup à regretter que leurs collègues — victimes de



leurs appréhensions et de leurs a priori n'aient pas lu les textes des projets de loi de Jean Auroux au plus près des réalités et du sens des mots.

Le pluralisme patronal n'existe pas moins que le pluralisme syndical. Et il importe que ceux qui préparent l'avenir se fassent davantage entendre que ceux qui s'accrochent au passé.

Et s'ils rêvent de syndicalistes réalistes, qu'ils leur donnent de l'information économique pour que ceux-ci le deviennent davantage. Et s'ils réclament de la souplesse, qu'ils négocient maintenant que le ministre du Travail s'est engagé à accepter des dérogations, préalablement signées par les partenaires sociaux. Et s'ils se piquent de liberté, qu'ils respectent les hommes dans l'entreprise avec toutes leurs potentialités de bon sens et d'expression. Et s'ils veulent améliorer leur compétitivité pour conquérir des marchés étrangers, qu'ils valorisent les ressources françaises en qualités professionnels et relationnelles...

« Mais dites-moi, cher collègue, n'est-ce pas là le contenu des projets de loi de Jean Auroux... ? »

A.V.

« peur du nouveau » va s'amenuiser. Oublier cela serait une erreur. Cela, la droite le sait. C'est pourquoi elle a choisi l'amalgame, les fausses comparaisons, les a priorismes. Pour ne pas parler des contrevérités. Répondre à des manœuvres implique de ne rien céder sur l'essentiel et de savoir attendre que le temps de la moisson arrive. Tout en sachant recentrer les débats.

Le peuple de gauche a besoin, pour se mobiliser, de telles certitudes. Et pour les autres il nous faut apprendre que le changement, celui qui est mis en œuvre, n'était pas pour eux d'une impérieuse nécessité. Dès lors, si l'on veut éviter que la droite, rééditant aux bons moments les campagnes de ces dernières semaines, utilise leur peur de la nouveauté, il nous faut apprendre à tenir compte de ce qui est, pour ces couches, l'essentiel. La liste est connue : il y a les problèmes de sécurité, au sens large du mot, de celle des villes tout comme celle de la nation. Il y a la prise en compte, officielle et réelle, de problèmes catégoriels. Mais surtout un travail politique — et là le rôle des partis est irremplaçable — sur la place de chacun, le rôle de chacun dans la cité. Car si chacun n'apprend pas à jouer son rôle, nombreux seront les Français à déléguer, à plus musclés qu'eux, leur part de pouvoir. ●

Dernier appel aux anciens abonnés de « Combat socialiste »

Les anciens abonnés de « Combat socialiste » à qui, depuis le mois d'octobre, nous adressons chaque semaine « l'Unité » en compensation du préjudice subi lors de l'arrêt du quotidien, reçoivent actuellement une lettre personnelle dans laquelle nous leur demandons de souscrire un abonnement à notre hebdomadaire. Il nous est, en effet, impossible de continuer à leur servir celui-ci sans contrepartie, comme nous l'avons fait pendant six mois.

Depuis quinze jours, plusieurs milliers d'entre eux nous ont déjà répondu favorablement. Nous lançons aux autres un dernier appel.

S'ils ont pris intérêt à la lecture régulière de « l'Unité » qu'ils ne connaissaient pas auparavant, nous ne doutons pas, en effet, qu'ils voudront nous aider à développer et à améliorer un journal qui demeure le seul moyen d'expression d'audience nationale du P.s. et dont la présence, face à la presse déchaînée contre le gouvernement de la gauche, est à l'évidence plus nécessaire que jamais. D'avance, nous les remercions de leur concours.

ECONOMIE

Les solutions techniques existent, les seuls obstacles sont politiques...

PAR CHRISTIAN GOUX

COMME je l'ai fait samedi dernier devant le Comité directeur, je voudrais présenter ici une analyse de la situation économique de la France un peu différente des opinions largement répandues, aussi bien dans le pays que dans les rangs de la gauche, en insistant sur les problèmes dont la non-solution porterait atteinte à la crédibilité de notre politique et rendrait les échéances à venir délicates pour ne pas dire plus.

Très brièvement et très classiquement, je parlerai de l'emploi, de l'inflation, de la politique budgétaire et monétaire, puis je conclurai sur quelques remarques concernant les indispensables réformes à accomplir dans les mois qui viennent.

Tout d'abord les bons résultats. Car le bilan est plus positif qu'on veut bien le dire.

Depuis un an, il est vrai, le nombre des demandeurs d'emploi a crû de 320 000, chiffre absolu encore peu satisfaisant. Mais depuis juin 1981, le chômage a augmenté au rythme de 15 % l'an, alors qu'au cours de l'année précédente le taux d'accroissement était de 25 %. En outre, si l'on compare l'accroissement du chômage en France et chez nos voisins, et en particulier l'Allemagne depuis un an (+ 40 %) ; ou si on le compare à ce qu'aurait été l'accroissement du chômage avec la poursuite de la politique antérieure, la situation traduit une nette amélioration.

J'ajouterai que d'autres éléments favorables se sont manifestés : la reprise des offres d'emploi (+ 10 % depuis six mois), la très forte diminution des licenciements (— 35 % en un an) ; le ralentissement du nombre de faillites d'entreprises. Notre politique a donc déjà permis d'améliorer substantiellement la situation en évitant les fermetures d'usines, auxquelles le gouvernement précédent se préparait pour le lendemain des élections de 1981.

J'ajouterai enfin que le plein effet des mesures prises par le gouvernement est devant nous : la mise en œuvre effective des contrats de solidarité, l'abaissement de l'âge de la retraite, la création d'emplois qui résultera à terme de la baisse de la durée du travail.

Ces mesures ne suffiront pas à elles seules, chacun en convient. Mais elles ont déjà commencé à porter leurs fruits.

Les résultats vis-à-vis de l'inflation

Il n'en est pas de même en matière de prix. Le ralentissement de l'inflation en France est très en deçà de celui réalisé par les autres pays. Les calculs faits par l'Insee montrent que le différentiel brut entre les indices de prix de la France et de ses principaux partenaires est aujourd'hui à un niveau record.

Dans ces conditions, c'est la faiblesse de la monnaie qui maintient la compétitivité de nos produits vis-à-vis des produits étrangers.

Au-delà des péripéties concernant l'attaque récente contre notre monnaie, sur lesquelles beaucoup serait à dire, c'est l'évolution comparée des coûts de production qui permet de porter un jugement sur les parités relatives des monnaies. Alors que les matières premières et le pétrole voient leurs prix baisser, ce qui est un facteur général de désinflation, les coûts salariaux nominaux croissent en France plus de trois fois plus vite qu'en Allemagne (16 % contre 5 %).

Cette situation n'est pas acceptable, et ce d'autant que la reprise de la production reste modérée et que les coûts unitaires sont donc voisins des coûts globaux. Il faudra s'interroger sur les raisons qui font que la relance salariale et budgétaire entreprise depuis 10 mois ne semble avoir pour l'instant profité qu'aux importateurs. Mais il reste qu'actuellement les évolutions nominales des prix et des revenus sont incompatibles avec le maintien à terme du franc. Or, dévaluer est toujours une mauvaise chose pour un pays. Une politique ferme vis-à-vis des prix et des revenus me semble donc devoir être rapidement menée.

En ce qui concerne la politique budgétaire, je voudrais revenir sur des idées reçues. Certes, il est nécessaire de limiter l'ampleur du déficit du budget, et la barre de 3 % du P.i.b. choisie par le gouvernement me paraît tout à fait acceptable, surtout quand il s'agit d'un déficit voulu pour relancer l'économie et non d'un déficit subi par suite de la stagnation.

Mais la réduction du déficit budgétaire n'est qu'au second degré un facteur de lutte contre l'inflation. Ce qui compte à ce niveau, c'est plus le mode de financement du déficit, la capacité de financement des autres agents économiques, que le déficit budgétaire en soi.

Ce qui fait problème, c'est l'inertie des dépenses publiques, l'accroissement de la dette, l'alourdissement d'un secteur à productivité faible. Et pour cela, il faudra lutter contre les dépenses abusives et tenir serrés les cordons de la bourse budgétaire. Mais croire que l'on peut, même en réduisant fortement le déficit budgétaire, lutter efficacement contre la hausse des prix serait une dangereuse illusion.

Ma dernière remarque portera sur la politique monétaire. Sans entrer ici dans les considérations trop techniques, le problème posé est celui de la mise en cohérence de la politique économique et de la politique monétaire.

Celle-ci doit servir celle-là, et on ne peut pas concilier une politique monétaire néo-classique avec une politique économique nouvelle. Certains voient dans la remontée du franc le signe de la réussite des mesures prises pour le défendre. J'y vois, moi, le signe qu'il pouvait et devait ne pas baisser.

Je terminerai en soulignant le caractère indispensable, économiquement et politiquement, de deux réformes qui sont encore devant nous. La première est la réforme de la protection sociale, la seconde est la réforme fiscale, je veux dire par là, l'étape indispensable à toute évolution de la fiscalité, qui consiste à rendre égales devant l'impôt toutes les catégories de revenus. Cette réforme est économiquement nécessaire, socialement très attendue et politiquement très bénéfique.

Nous ne pouvons pas faire l'économie de ces réformes sans courir un risque grave sur le plan social et politique.

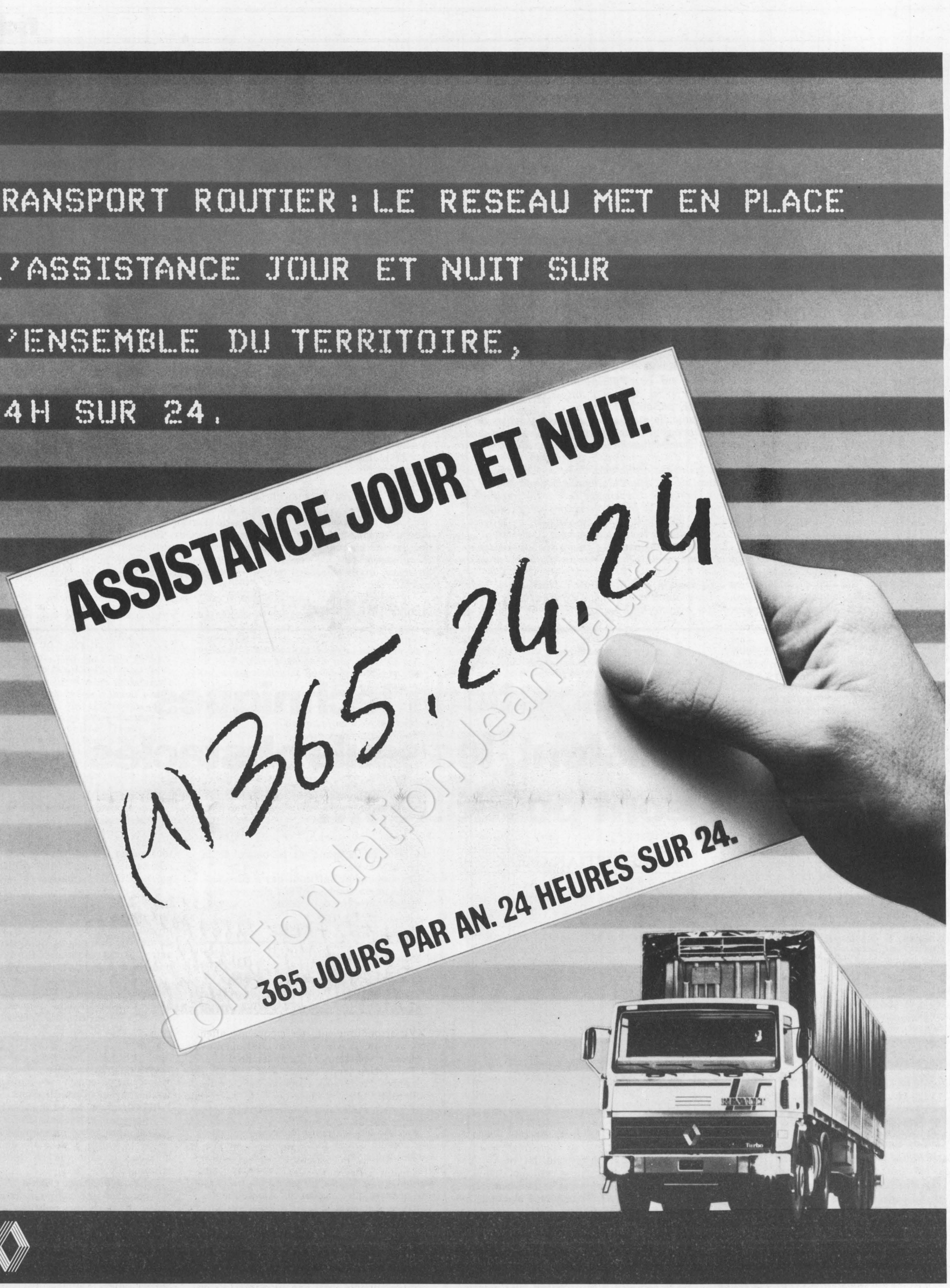
En économie, contrairement à ce qui est répété à satiété dans les médias, les solutions techniques existent toujours. Les seuls obstacles sont politiques. Le choix est à faire en permanence entre les priorités et les non-priorités. C'est la tâche essentielle aujourd'hui, à mes yeux, de notre parti. ●

TRANSPORT ROUTIER : LE RESEAU MET EN PLACE

L'ASSISTANCE JOUR ET NUIT SUR

L'ENSEMBLE DU TERRITOIRE,

24H SUR 24.



365.24.24, c'est le numéro d'Assistance Jour et Nuit Renault Véhicules Industriels. C'est, sur simple appel téléphonique, la certitude pour tous les transporteurs routiers d'être dépannés de jour comme de nuit, 7 jours sur 7, avec un mode de règlement facile : la carte accréditive Renault Véhicules Industriels.
Au 365.24.24 Renault répond, 365 jours sur 365, 24 heures sur 24.
Derrière ce numéro de téléphone, il y a la formidable organisation Renault Véhicules Industriels, son implantation répartie sur toute la France, son organisation pièces de rechange décentralisée et informatisée, ses 10 000 professionnels à votre service partout sur votre route.
Maintenant, avec l'Assistance Jour et Nuit, 24 heures sur 24, Renault roule avec vous.

RENAULT REPOND. **RENAULT Véhicules Industriels**

TERRORISME

Comment affronter les tueurs de l'ombre ?

Le moindre mérite de la gauche n'est-il pas d'affronter le terrorisme – intérieur ou importé – avec fermeté, mais en maintenant le cap sur l'extension des libertés ?

PAR PAUL LEDUC

CRUELS et fondamentalement injustes dans leur violence aveugle, les attentats récents suscitent la révolte et la protestation. Semer la peur, tel est le premier objectif du terrorisme. Ce chantage inacceptable veut exprimer une froide détermination. Pareils actes révèlent d'abord une certaine impuissance. Dès lors, qui se laisserait prendre au piège grossier d'une poignée d'assassins ? Bien sûr, leurs agissements criminels ne peuvent être pris à la légère. Mais l'Hexagone ne connaît pas à l'heure actuelle les périlleuses difficultés auxquelles l'Allemagne et l'Italie ont été confrontées. Un risque existe : que certains se livrent à une exploitation malsaine et injustifiée de la situation. Ce serait là faire un cadeau inespéré aux assassins.

Depuis le début de l'année, cinq attentats mortels ont eu lieu. Le 18 janvier, un homme abat près de son domicile le lieutenant-colonel Charles Ray, qui se rendait à son bureau d'attaché militaire adjoint à l'ambassade des Etats-Unis. Un « contrat » accompli froidement à coups de 7,65 mm par un professionnel au physique oriental. L'action est revendiquée auprès du bureau de l'agence Reuter, à Beyrouth, par les « Fractions armées révolutionnaires libanaises ». Une signature sans grande signification qui masque l'identité des véritables auteurs.

Moins d'un mois plus tard, le F.l.n.c. corse rompt la trêve qu'il respectait depuis plusieurs mois. L'île sera secouée par une trentaine d'explosions dans la nuit du 11 au 12 février. Cette nuit bleue fait cependant moins de bruit que l'opération lancée par un commando contre un camp de repos de la légion (un légionnaire assassiné, un autre sérieusement blessé). Le 16 février, le F.n.l.c. réédite le coup de la nuit bleue, dans la capitale, sans faire de victimes.

Autre région mais même méthode qu'avec les légionnaires, le 19 mars, au Pays basque où deux C.r.s. sont mitraillés par un commando. Jacques Bouyer (31 ans) est tué, son collègue Bernard Roussarie (34 ans) restera paralysé à vie. Une organisation d'extrême droite espagnole, le Bataillon basque espagnol (B.b.e.) revendique l'opération. Mais divers indices ont mis les enquêteurs sur une autre piste, celle de Philippe Bidart, un dissident du groupe nationaliste basque français Iparretarrak. Pour le moment, ce dernier court toujours.

L'attentat contre le Capitole, le 29 mars, a fait cinq morts et 27 blessés. Placée en tête de la voiture, dans le coffre à bagages, la charge de plusieurs kilos — du plastic semble-t-il — a provoqué une terrible déflagration et éventré la voiture. Grâce aux bons réflexes des mécaniciens, à la qualité du matériel S.n.c.f. et peut-être aussi au mauvais emplacement choisi par le poseur de bombe, le train n'a pas déraillé. A quelques minutes près, ce drame sanglant aurait pu se produire en gare de Limoges et tourner à l'hécatombe. Qui peut avoir frappé ainsi à l'aveuglette, et pourquoi ?

L'enquête s'annonce longue et difficile. Aucune piste ne s'impose encore, et les diverses revendications plus ou moins fantaisistes des habituels charognards (parmi lesquels le sinistre B.b.e.) laissent sceptiques. L'hypothèse d'un dément, comme celui qui avait posé, voici plusieurs années, une bombe mortelle au sous-sol du B.h.v., ne peut non plus être écartée. Mais dans un premier réflexe, le nom de Carlos s'est présenté à bien des esprits. Ainsi le Vénézuélien Illitch Ramirez-Sanchez, 33 ans, terroriste de profession, a-t-il en partie atteint son but : il incarne à lui seul le terrorisme qui tue dans l'ombre.

Et son mobile dans cette affaire ? L'ultimatum adressé fin février au gouvernement français par Carlos pour obtenir la libération de deux de ses lieutenants est arrivé à expiration le 28 mars. Or, l'Allemande Magdaleina Kopp et le Suisse Bruno Bréguet, arrêtés le 16 février à Paris, sont toujours en prison. Leur jugement est fixé au 15 avril. Ces deux compagnons de Carlos ont été interpellés par hasard alors qu'ils transportaient des explosifs redoutables dans leur voiture. Ils avaient alors tenté de tirer sur les policiers qui les pourchassaient. Par chance, l'arme de Bréguet s'est enrayée. Ils devront s'expliquer jeudi prochain devant la justice. Mais selon leur habitude, ils choisiront sans doute de garder le silence. Quoi qu'il en soit, l'attentat contre le Capitole le lendemain du jour où l'ultimatum de Carlos venait à échéance fait songer à un précédent : la grenade qu'il avait lancée le 15 septembre 1974 dans le drugstore Saint-Germain (2 morts, 34 blessés). Il exigeait alors que le gouvernement français libère un terroriste japonais arrêté deux mois plus tôt à Orly. Cette grenade meurtrière venait appuyer la prise d'otages organisée par Carlos avec des extrémistes japonais à l'ambassade de France à La Haye.

Le gouvernement de l'époque jugea plus sage de s'incliner, et le terroriste japonais détenu en France fut rendu — d'ailleurs à son corps défendant — à ses camarades. Toutefois, en l'absence de « signature » authentifiée de Carlos — la lettre dans laquelle il fixait son ultimatum portait ostensiblement ses empreintes digitales —, le doute plane encore sur sa responsabilité dans la bombe du Capitole.

Enfin, samedi dernier dans le XVI[e] arrondissement, un cinquième attentat a coûté la vie à Yakov Barsimantov, deuxième secrétaire de l'ambassade d'Israël à Paris. Une jeune femme d'une vingtaine d'années l'a abattu dans le hall de son immeuble, alors qu'il revenait de faire du sport avec sa femme et ses enfants. Sur les cinq balles de 7,65 mm tirées par la terroriste, deux ont atteint le diplomate à la tête. Il a succombé presque aussitôt. Deux organisations mystérieuses ont revendiqué l'attentat à Beyrouth : les « Brigades révolutionnaires arabes » et les « Fractions armées révolutionnaires libanaises ». Pour n'être pas transparente, cette dernière signature avait déjà été utilisée après l'attentat contre le lieutenant-colonel Ray et après le mitraillage, voici huit jours, du bureau d'achats parisiens du ministère israélien de la Défense.

Préoccupants, ces cinq attentats le sont sans conteste. Peut-on pour autant considérer que la France devient le champ clos du terrorisme ? Personne n'oserait le prétendre. Si une telle série agit comme une sonnette d'alarme, elle doit être analysée soigneusement. Les attentats corses ou basques ne peuvent être mis dans le même sac que ceux « importés », qu'il s'agisse de Carlos ou de règlements de comptes liés à des conflis extérieurs.

L'accalmie observée pendant des mois dans les zones habituelles de turbulence — Corse, Bretagne, Pays basque — confirme que l'approche nouvelle des problèmes régionaux par la gauche est largement comprise et accepée par les intéressés. En ce sens, les chiffres cités le 1[er] avril par Pierre Mauroy, devant l'Association de la presse anglo-américaine, sont explicites. « Globalement, a observé le Premier ministre, la violence politique est aujourd'hui en régression. Durant le septennat précédent elle avait doublé. Les attentats, incendies, déprédations diverses étaient passés de 531 en 1976 à 1 036 en 1980. En 1981 ce chiffre est retombé à 647, soit une diminution de près de la moitié. »

Ce succès réel du gouvernement n'est sans doute pas étranger au durcissement d'une poignée de « jusqu'au-boutistes », en Corse et au Pays basque. En passant au stade de l'assassinat, ceux-ci montrent qu'ils ont pris peur devant un changement qui commençait d'entrer dans les faits. Ont-ils pensé qu'une telle escalade pourrait enrayer le processus ? Gestes fous, odieux, mais combien révélateurs d'une attitude d'échec... et du refus de la démocratie.

Le terrorisme « révolutionnaire » ou international pose d'autres problèmes. Pas plus que ses prédécesseurs, le gouvernement actuel n'en détient seul la clé. Depuis 1974, une quinzaine de diplomates ont fait l'objet d'attentats à Paris. Des Latino-Américains, des Yougoslaves, des Espagnols, des Turcs, des Américains, etc. Malgré la meilleure volonté, la police ne peut protéger tous les diplomates. Seuls les plus exposés le sont, à la demande de leur ambassade. Ainsi pas plus le lieutenant-colonel Ray que Yacov Barsimantov n'étaient placés sous protection policière. Leurs ambassades ne l'avaient pas cru nécessaire.

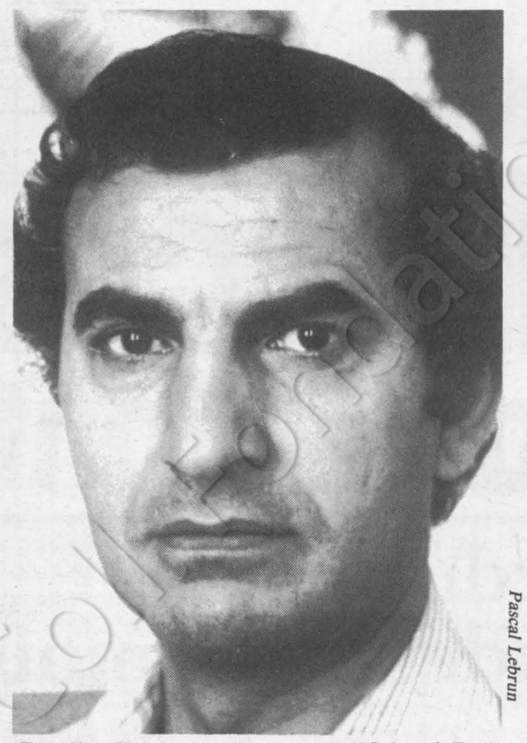
Une sécurité absolue ne peut être garantie nulle part. Même le président Reagan a été blessé par balles. Des progrès peuvent cependant être réalisés. C'est d'abord, comme toujours, un problème de moyens. En créant 10 000 postes supplémentaires dans la police, Gaston Defferre a pris une décision utile. Mais le gouvernement n'entend pas en rester là. Pierre Mauroy l'a précisé en rejetant les attaques haineuses, indignes et viles de ceux qui, comme « le Figaro », insinuent que le terrorisme en France serait l'effet boomerang de l'assistance apportée par notre pays à ceux qui luttent dans le tiers monde contre leurs oppresseurs. Le Premier ministre a exposé le 1[er] avril les trois principes fondamentaux qui guident l'action du gouvernement en ce domaine. Ce sont : « — le respect du droit des peuples à s'organiser en nations libres et démocratiques, d'où l'attitude de la France dans le domaine international (Amérique centrale ; — le respect du droit des hommes — où qu'ils soient — à être traités en personnes humaines et en citoyens, d'où la tradition réaffirmée du droit d'asile aux proscrits politiques ; — le respect du droit des citoyens français à vivre dans la paix civile et la sécurité ».

Pierre Mauroy a réaffirmé « l'attitude de fermeté du gouvernement à l'égard du terrorisme sur son territoire ». Plusieurs faits viennent illustrer cette fermeté. D'une part, les juges d'instruction chargés des affaires Copernic, Ben Barka et Curiel auront pour la première fois accès aux dossiers confidentiels du S.d.e.c.e. et de la D.s.t. concernant ces affaires. C'est un verrou très ancien qui saute. D'autre part, le ministre de l'Intérieur a mis en place, aussitôt après l'attentat contre le Capitole, un système policier de contrôle dans les trains et les gares. S'il n'est pas possible de contrôler les millions de personnes qui prennent chaque jour le train, l'effet dissuasif d'une telle mesure ne peut être ignoré. Enfin, cinq ministres de l'Intérieur (Allemagne, Autriche, France, Italie, Suisse) se sont réunis à Paris le 1[er] avril pour examiner les moyens de renforcer leur coopération dans la lutte antiterroriste.

Le moindre mérite de la gauche n'est-il pas d'affronter cette situation en maintenant le cap sur l'extension des libertés démocratiques ? En d'autres temps, comme en d'autres lieux, on a vu combien le premier prétexte servait à restreindre le champ des libertés. Être de gauche ou réactionnaire se mesure à ce genre de réflexe autant qu'aux déclarations d'intention. ●

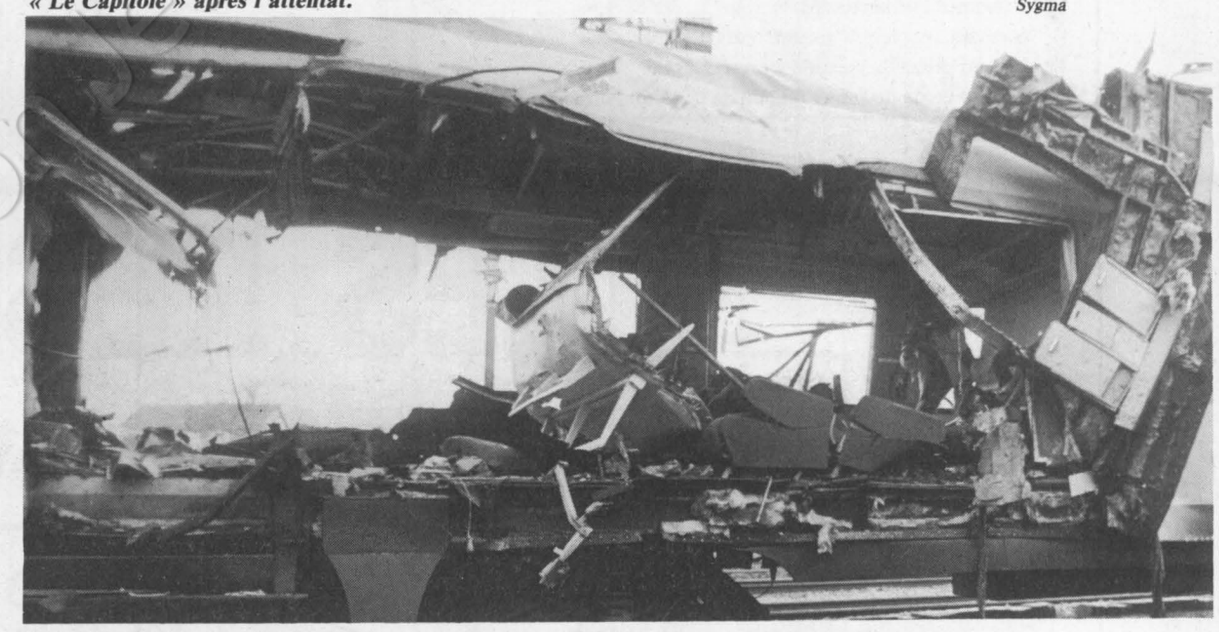


Obsèques de Yacov Barsimontov. *A.f.p.*



Ezzedine Kalak, représentant de l'O.l.p. à Paris, abattu en 1979. *Pascal Lebrun*

« Le Capitole » après l'attentat. *Sygma*





Restocop
la restauration collective qui marche !



Le sens coopératif appliqué à la qualité de la prestation.

Lorsque tout est mis en œuvre avec les intéressés pour sélectionner les meilleurs fournisseurs de matières premières, pour adapter le choix des menus et rechercher la qualité de l'assiette, pour effectuer une gestion rigoureuse à "livres ouverts", alors la restauration collective "marche". Mais pour bien fonctionner longtemps la concertation doit elle aussi exister.

Le sens coopératif appliqué à la qualité de la concertation.

Lorsque la priorité est donnée aux aspects sociaux, lorsque le personnel du restaurant est associé à l'amélioration du fonctionnement, lorsque les habitudes des consommateurs sont prises en compte, alors la restauration collective "marche" et pour longtemps et c'est ainsi que RESTOCOP la conçoit et l'applique. Nous consulter pour avis ne vous engage à rien.

RESTOCOP

La première Société Coopérative en restauration collective.

46, rue des Acacias - B.P. 555 - 75831 PARIS CEDEX 17
Tél. 766.04.56

Délégations régionales : Bordeaux, Lille, Lyon, Marseille, Metz, Nantes, Strasbourg, Toulouse.

Raison sociale : _____
Adresse : _____
Code postal : _____ Ville : _____ Tél. : _____
Personne à contacter : M. _____
Souhaite recevoir la documentation RESTOCOP
☐ pour projet de création d'un restaurant
☐ pour étude de l'amélioration de la gestion du restaurant qui sert _____ couverts par jour.

Arma Conseil

Un

LA VOIE DE L'INDEPENDANCE ENERGETIQUE.

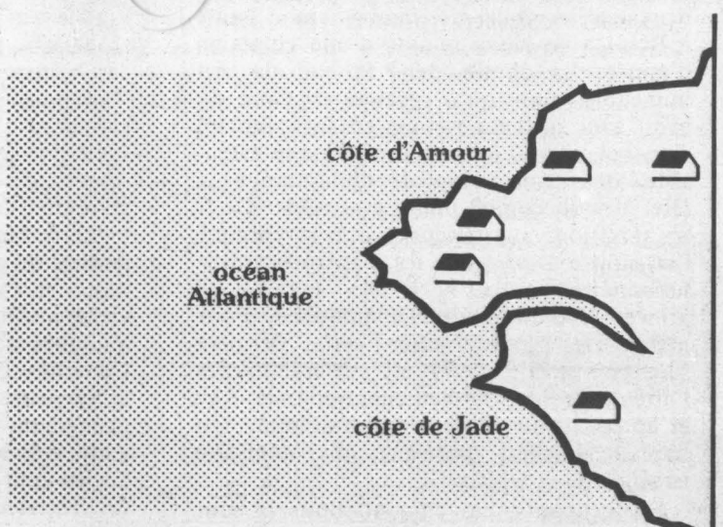


Demain, 85% des transports marchandises seront assurés en traction électrique, sans avoir recours au pétrole, grâce à l'énergie des centrales hydroélectriques et thermiques (nucléaire et charbon).

SNCF

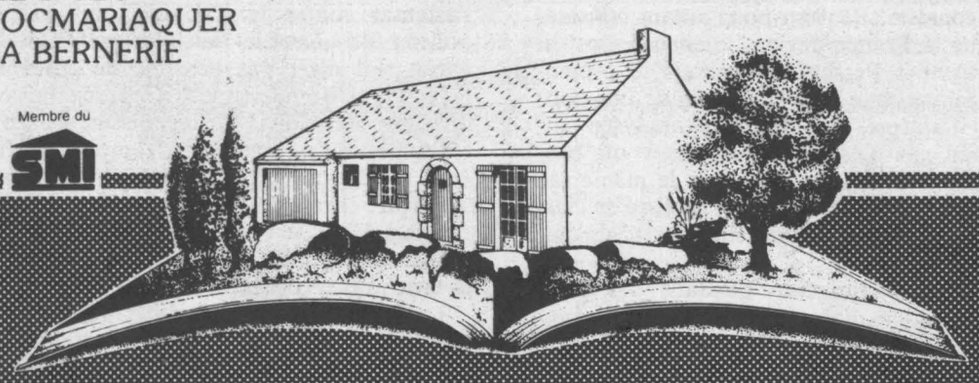
LES RESIDENCES Secondaires de l'Atlantique

En bordure de la Côte de Jade et d'Amour



LE CROISIC, studio en duplex avec jardin
PIRIAC, terrains de 403 à 518 m2
BATZ/MER, villas de 3 et 4 pièces
PLESSE, terrains boisés de 2100 à 6200 m2. (Tennis, piscine, mini-golf, sauna)
PREFAILLES, villas de 3 à 4 pièces.

En projet :
ILE D'YEU
LOCMARIAQUER
LA BERNERIE



Membre du SMI

les Pavillons de l'Atlantique
Route de Vannes
44260 MALVILLE
Tél. (40) 82.92.44

Si vous ne pouvez pas vous déplacer...

les Pavillons de l'Atlantique
Route de Vannes BP n°5 44260 MALVILLE
Tél. (40) 89.92.44
Je désire recevoir votre documentation générale sans engagement de ma part.
Sur : _____
Nom _____
Prénom _____
Adresse _____
Tél : _____

N/S 48.16.51

Le grand théâtre agricole comme si vous y étiez

Le marathon de Bruxelles sur les prix agricoles s'apparente à une dramaturgie très bien réglée : intrigue, acteurs, décors, coups de théâtre… où tous les coups sont permis

PAR FREDERIQUE DE GRAVELAINE

(de notre envoyée spéciale)

ENGAGEE sous de mauvais auspices, la réunion des ministres agricoles européens n'avait guère de chances d'aboutir pour le 2 avril. Il est vrai que le cas n'a rien de rare mais, cette année, la crise de l'Europe semble particulièrement aiguë, les Français se montrant déterminés à ne pas céder, cette fois, aux Britanniques.

De tous les rites communautaires, le marathon agricole est sans doute la manifestation la plus spectaculaire. Dans tous les sens du terme, puisque la politique agricole reste la part essentielle des décisions européennes et puisque la nécessité de fixer chaque année la hausse des produits agricoles dramatise l'événement.

Tout spectacle nécessite une intrigue, un décor et des acteurs. Pour ce qui ressort du thème dramaturgique, les partenaires européens ont joué cette année la guerre de position, les Français restant retranchés derrière la fermeté de leurs négociateurs, soutenus par les Italiens, les Grecs et les Irlandais, alors que les Britanniques ralliaient dans leur camp les Allemands, les Danois, les Hollandais, les Belges et les Luxembourgeois. Le Nord contre le Sud, la rigueur budgétaire contre la politique de relance, les pays pour qui le commerce compte avant tout contre ceux qui ont une forte population agricole… Ce qui a fait dire à Edith Cresson qu'elle luttait contre l'Europe des marchands.



Edith Cresson à Bruxelles.



La salle du Conseil.



Sygma

Célébration du vingt-cinquième anniversaire du Traité de Rome.

Parfois une molle agitation…

Le décor ? Dans un quartier de Bruxelles dévasté par la rénovation, l'immeuble Charlemagne compte quinze étages. Au sommet, la salle du conseil, vaste rectangle dont les dimensions autant que les nécessités de la traduction interdisent toute interpellation directe. Au cours des réunions élargies, les conseillers de chaque partenaire se répartissent autour des tables alignées contre les murs. En « restreinte » ou « super-restreinte », seuls les ministres s'asseoient autour de la grande table, rectangulaire elle aussi. Face à face, sur chacun des plus petits côtés, les représentants de la Commission, qui est seule habilitée à présenter les textes sur lesquels les ministres discutent, et la présidence, dont l'attribution change tous les six mois et qui est tenue en ce moment par la Belgique. Puis, par ordre alphabétique, viennent les dix délégations. Les discussions se déroulent dans une atmosphère qu'André Cellard décrit comme celle que provoque l'ivresse à la bière, atmosphère presque irréelle de lenteur et de lourdeur.

Au rez-de-chaussée, siège la presse, dans une salle d'attente sinistre qui évoque les gares maritimes, en moins sale, ou les centres de Sécurité sociale, en plus serré. Quelques plantes vertes, des néons, un petit bar où le café est gratuit pour les journalistes. La presse de dix pays s'entasse ici mais se mélange peu. Par petits groupes, ça discute, pour tuer le temps, les vieux routiers — certains couvrent l'événement depuis plus de dix ans — ne résistant pas au plaisir de porter quelques jugements définitifs sur ce qui se passe là-haut.

Les supputations vont bon train. Principal sujet de préoccupation : « Jusqu'à quelle heure vont-ils nous tenir là cette nuit ? Parfois, je me demande s'ils ne font pas durer le plaisir… » Pour meubler, chacun refait ses comptes d'apothicaire : « La Commission propose 10,5 % d'augmentation ; s'ajoutent 1,9 % pour le réaménagement du franc vert, 0,22 % grâce à la baisse de 1 % de la taxe de coresponsabilité laitière pour les petits producteurs ; Cresson demande en plus 0,6 % sur les prix… Ce qui nous donne 13,22… »

Parfois, une molle agitation saisit ce petit monde : « Il paraît que la présidence prépare un nouveau compromis… » Pour tromper l'attente, certains se mettent en quête de ce nouveau texte, même si l'avoir quelques minutes avant les autres ne présente guère d'intérêt.

Par la force des choses, ce climat renforce la personnalisation du débat. On ne dit pas « la délégation britannique » mais « Walker », pas « les Français » mais « Cresson » ou, fréquemment, « Edith ». Est-ce un privilège féminin de ne pas faire oublier son prénom ? La vedette, cette année, c'était elle, la petite nouvelle sur qui traînaient toutes sortes de jugements, évidemment contradictoires. « Il paraît que Walker la juge bonne négociatrice », avec une pointe d'étonnement… « That stupid bitch », dit avec colère un représentant des producteurs de lait danois. « This fucking Mrs. Cresson », selon l'expression triviale mais courante chère aux Anglais. Humour belge, « le Soir » titrait le 1er avril « Cresson, les deux mamelles de la France ».

Entre le quinzième étage et la salle de presse, circulent les porte-parole mais les longues journées sont surtout ponctuées de mini-conférences de presse, autour des ministres français et britannique, où les deux partenaires font le point sur les négociations en réaffirmant leurs positions. Celle des Français est simple : les prix mais pas à n'importe quel prix… En vertu de quoi, le jeu du Royaume-Uni consiste à stigmatiser l'isolement de la France en la rendant responsable du blocage, ce qui, somme toute, a quelque chose d'amusant puisque cette critique a longtemps été réservée aux Britanniques eux-mêmes, qui insistent aujourd'hui sur leur attitude « constructive ».

Dans la nuit du 31 mars, après une journée entière passée en « confessionnal », chaque délégation défilant devant la Commission, celle-ci a présenté un compromis que les Français ont immédiatement reconnu comme une bonne base de discussion. « C'est la première fois que nous avons sur le vin une méthode satisfaisante », jugeait André Cellard. Mais nos partenaires ne l'ont pas entendu de cette oreille et engagèrent, dès l'après-midi du 1er avril, la bataille contre les produits méditerranéens. Il s'agissait d'accepter pour le vin le principe d'une distillation préventive dès que les stocks atteindraient cinq mois de consommation communautaire, certaines interventions sur l'huile d'olive et l'extension des règles communautaires aux fruits et légumes. Pour les Anglais, qui jugeaient déjà trop forte la première augmentation des prix de 9 % proposée par la Commission, ces nouvelles propositions faisaient figure de mauvaise plaisanterie. Pas question de discuter vin et fruits et légumes, ils en faisaient un préalable et espéraient reporter la négociation sur ces points à plusieurs mois, sous le prétexte que le dossier complet, produit par produit, n'avait pas été étudié. Les Allemands eux-mêmes durent admettre que renvoyer ainsi le dossier aux experts revenait à le « remettre aux calendes grecques » et appuyèrent finalement les Français, les Italiens et les Grecs dans leur proposition : faire plancher les experts pendant la réunion du conseil et examiner ses conclusions au fur et à mesure.

« Inutile de se précipiter »

Les relations entre Allemands et Français ne sont pas excellentes pour autant ; point névralgique de leur opposition : le démantèlement des montants compensatoires monétaires que tout le monde ici appelle plus simplement M.c.m. Grâce à la force de leur monnaie, les Allemands bénéficient actuellement d'un « avoir » monétaire de 8 % sur leurs prix agricoles. La France, pour qui les échanges outre-Rhin sont vitaux, demandait au départ un démantèlement de cet avoir de 5,5 %, ce qui représenterait pour les producteurs allemands une décote très importante de leurs prix. Intolérable, d'autant que leur revenu a baissé cette année. Comme les ministres allemands refusent une trop forte augmentation des prix décidés à Bruxelles, ils ne peuvent que proposer une faible réduction de leurs M.c.m. Les 4 % avancés dans le compromis de la Commission, après deux heures de discussions avec les ministres allemands, c'était finalement encore trop. Ils en sont aujourd'hui à souhaiter 2,5 %, ce qui, pour la France, est inadmissible.

Vue de l'extérieur, cette négociation pourrait le résumer à un dialogue de sourds. Un membre de la délégation française préfère la qualifier de « partie de mistigri ». La position française y est particulièrement difficile dans la mesure où, après des années de renoncement, le ministre ne peut se permettre de céder sur aucun des points qu'elle juge essentiels ; et ils sont nombreux. Avec humour, Edith Cresson raconte : « On me dit : on va vous donner le vin, pourquoi ne cédez-vous pas sur les fruits et légumes ? Il est quand même extraordinaire de nous présenter ce compromis sur le vin comme un cadeau alors que nous le réclamons depuis des années ! Et je ne vois pas pourquoi nous céderions : pour l'instant, nous n'avons rien ! »

Elle ajoute : « Il est inutile de se précipiter puisque nous savons que cette négociation est bloquée par ailleurs. » Ce n'est en effet pas un secret, dès l'ouverture du marathon les Britanniques ont clairement affirmé qu'ils bloqueraient tout accord final tant que la question de leur contribution au budget de la C.e.e. ne serait pas résolue. Une réunion des ministres des Affaires étrangères était prévue à Luxembourg le week-end dernier, et son ombre ne pouvait que perturber les discussions de Bruxelles.

L'annonce, vendredi, du coup de force argentin sur les îles Falkland administrées par Sa Gracieuse Majesté a levé les derniers doutes : non seulement on se séparerait sans accord mais, la réunion à Luxembourg étant reportée, on ne prendrait pas de rendez-vous trop rapproché. La date du 20 avril a finalement été fixée. D'ici là, la nécessité de se mettre d'accord sur les prix se fera plus pressante. Mais, comme les discussions sur le budget ne reprendront que le 26… ●

MALOUINES

Penalty contre l'Argentine



Départ de la flotte de Portsmouth.



Margaret Thatcher.

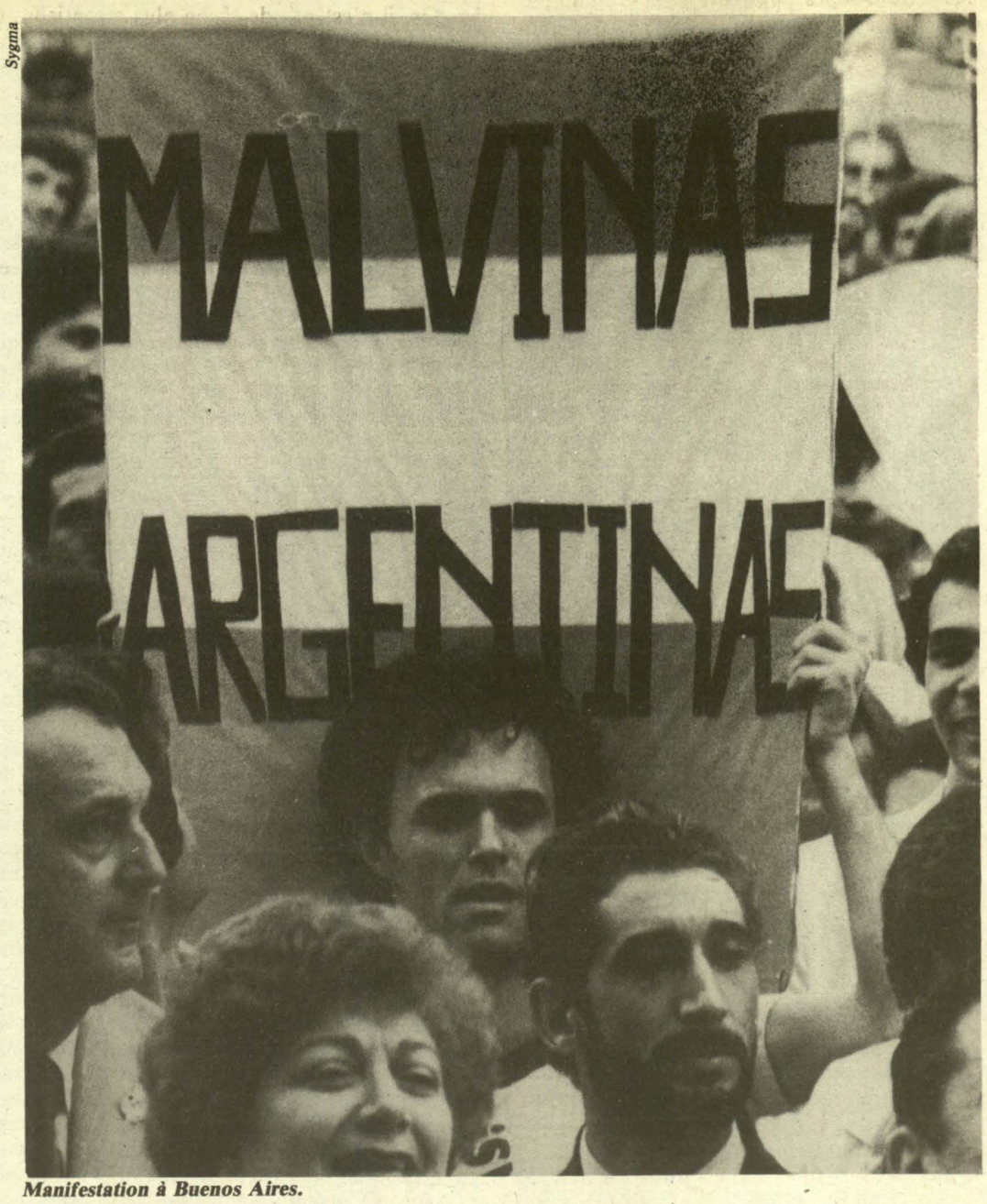
Pour la dictature argentine, l'opération "récupération" des îles Malouines – d'abord une opération de politique intérieure pour tenter d'occulter le réveil social d'un peuple à bout – risque de fort mal se terminer

TRENTE-SIX bateaux, cinq mille hommes : la plus puissante armada alignée en temps de paix par la Grande-Bretagne. Trois ministres « démissionnés » : le secrétaire d'Etat au Foreign Office et ses deux adjoints. La livre en baisse et le corned-beef argentin boycotté. Voilà pour Londres. A Buenos Aires, on parle déjà de négociation. Car la solitude dans laquelle s'est trouvée la junte commence à inquiéter les généraux. Ceux-ci, désireux de faire oublier aux Argentins les difficultés économiques et politiques de leur pays, semblent s'être engagés dans cette aventure sans aucune précaution : les Etats-Unis renâclent, l'U.r.s.s. s'est abstenue à l'O.n.u. et les autres Etats du continent américain hésitent à les soutenir.

Pour comprendre ce qui a poussé la junte à envahir les îles Malouines, il suffit de prendre conscience de l'évolution du peuple argentin. Car les militaires ont, d'abord, recherché un moyen de détourner l'opinion publique des problèmes intérieurs. Réflexe classique. Mais qui le plus souvent tourne mal !

La « fièvre nationaliste » n'a d'ailleurs pas duré, les Argentins prenant conscience de la fragilité de leur « victoire », des motifs réels de cette guerre. Pour mieux comprendre ce qu'est l'Argentine aujourd'hui, « l'Unité » a choisi de parler non pas des îles Falkland, mais de ce qu'un Argentin appela le « réveil social » de son pays. Pour la junte au pouvoir, l'opération « récupération » des îles Malouines risque fort de mal se terminer !

Pour sa part, le gouvernement français a réaffirmé avec fermeté que « la France était solidaire du Royaume Uni ». Cette précision, compte-tenu des « informations » parues dans la presse à propos des livraisons d'armes à l'Argentine, a le mérite de remettre les choses en place. En effet depuis le 10 mai, la ligne de conduite du gouvernement socialiste est connue : aucune arme de répression ou de guerre civile n'est livrée à quelque Etat que ce soit. Les seuls contrats militaires existants avec l'Argentine ont été signés avant le 10 mai. Depuis l'invasion des Malouines l'embargo sur les armes est total. Quant à l'éventualité de la cession d'une licence sur des véhicules blindés dont la presse a fait état, le secrétaire général de l'Elysée a affirmé que cette information était « dénuée de fondement ». Une négociation avait eu lieu en 1979, mais l'actuel gouvernement n'a pas donné suite aux demandes de la junte militaire argentine. Et dans le même temps il a lancé des études de reconversion pour assurer une charge de travail constante aux arsenaux.



Sygma

Manifestation à Buenos Aires.

Etat d'urgence sociale

PAR CARLOS FERRARI LOPEZ

SOUS la pression des bases syndicales, la C.g.t. de la république argentine déclara, au mois de décembre dernier, qu'il fallait décréter « l'état d'urgence sociale » dans tout le pays. A six années du coup d'Etat qui porta au pouvoir les militaires, responsables de plus de 10 000 « disparitions », la principale organisation syndicale argentine fait les comptes et trouve que la vie quotidienne des Argentins à été profondément bouleversée. La répression en elle-même n'explique pas tout et les organisations syndicales, qui dans toutes les provinces argentines ont développé des manifestations de protestation, mettent en avant le « coût social de la politique économique des militaires et des technocrates des multinationales qui conduit le pays à la banqueroute... »

Ce qui peut apparaître aujourd'hui comme une brusque et subite prise de conscience de la part des syndicalistes est en réalité le fruit imparfait d'un processus de réveil de la société civile argentine. Si, actuellement, les partis politiques (ceux qui partagent une zone ambiguë de permissivité implicite, puisque, officiellement, les partis et les activités politiques sont interdits) et les syndicats (qui sont toujours sous la férule des militaires « normalisateurs ») refont surface, c'est parce que des secteurs du peuple argentin se détachent de la peur et font bouger une société engourdie par les années de terreur et d'autoritarisme militaire.

Même le minuscule Parti communiste argentin, foncièrement fidèle depuis toujours au P.c.u.s., fait entendre sa petite voix pour critiquer le général Galtieri — dernier rejeton des intrigues du palais et qui cumule les charges de président de facto et de commandant en chef des forces

armées. Pendant ces dernières années, le P.c.a., surtout au début du processus avec le général Videla, avait manifesté son appui, pas toujours silencieux, au gouvernement dictatorial en réservant quelques critiques à la politique économique, mais là encore en sourdine dans la mesure où — et les militaires et l'oligarchie ne se privent pas de le faire connaître — l'U.r.s.s. est devenue le principal client de l'Argentine.

L'état d'urgence sociale n'est pas un mot d'ordre démagogique ou délibérément outrancier, il n'est, hélas ! qu'un reflet, trop pâle peut-être, d'une réalité sociale inédite en Argentine. Les Argentins eux-mêmes ont du mal à croire — au milieu des difficultés de la vie de tous les jours — que leur pays, jadis surnommé « le grenier du monde », piétine aujourd'hui au milieu des difficultés qu'ils croyaient réservées aux Etats les plus pauvres de l'Amérique latine. Certes, la pauvreté n'était pas inconnue en Argentine, mais, à l'heure actuelle, les Argentins découvrent avec effroi l'ampleur d'une misère nouvelle ; et le spectacle des étalages vides dans les boutiques des quartiers populaires, et les scènes pénibles qui accompagnèrent l'application de la loi sur les loyers en 1981 ont vivement touché de larges couches de la population qui sont acculées à défendre une liberté essentielle, une liberté première, celle de manger tous les jours.

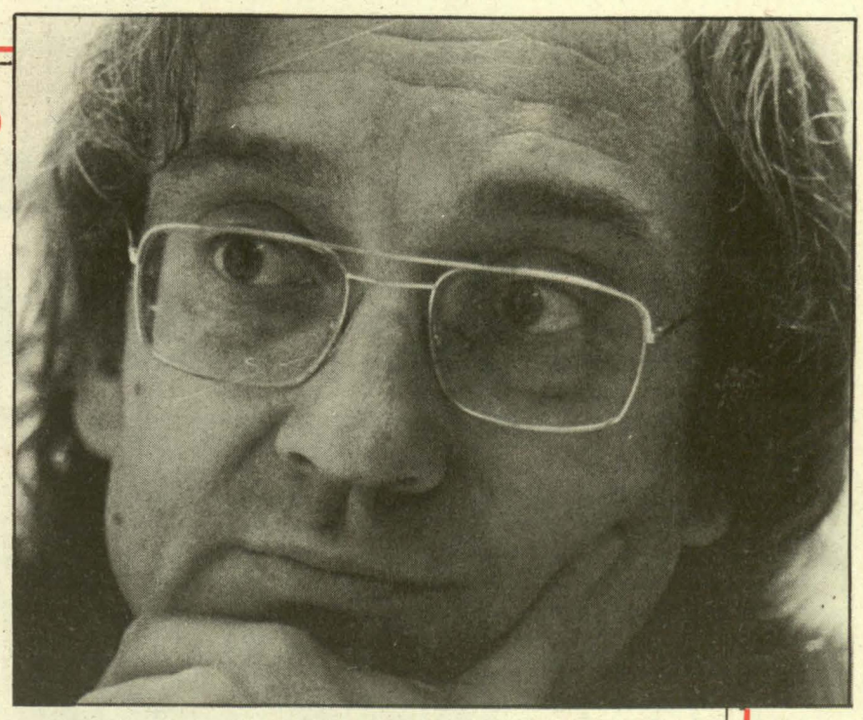
L'Argentine, pays de l'immigration, a vu émigrer depuis 1976 plus de deux millions des personnes. « Des intellectuels, des techniciens, des artistes, des ouvriers qualifiés et de simples manœuvres — selon les paroles des syndicats argentins — ont quitté le pays. » Les journaux publient timidement, mais de plus en plus souvent, des articles faisant état de conditions de pauvreté extrême dans lesquelles doivent vivre des milliers de citoyens. Au nord du pays, la vie des travailleurs des sucreries est devenue un enfer quotidien dans la mesure où l'une après l'autre les raffineries ont fermé leurs portes. Avant, déjà, les fermetures des ateliers du chemin de fer avaient provoqué l'accroissement du chômage ; aujourd'hui, c'est la catastrophe économique pour toute une région (les provinces de Tucuman, Santiago del Estero, Catamarca), qui donne l'impression de tomber en arrière, de revenir vers un passé qu'on croyait révolu... On ferme les écoles, dépourvues d'élèves mais aussi d'instituteurs, et les villages se dépeuplent. Et ce sont les « ollas populares » (les soupes populaires) — dramatique matérialisation de la faim aux yeux de tout un peuple — qu'on voit surgir ici et là, aux portes mêmes de la grande ville de Buenos Aires.

Au mois de janvier, une étude du Conseil national des recherches scientifiques avait eu un grand retentissement à Buenos Aires, puisqu'elle affirmait que les habitants de la métropole étaient « irritables, anxieux et tendus ». Toujours selon les chercheurs, le « drame national » produit « des névroses, hystéries et dépressions à deux millions de porteños », soit 25 % de la population de la ville. La santé en général est l'une des graves préoccupations qui inquiète la population ; la mortalité infantile atteint des chiffres alarmants ; les « œuvres sociales » et les « mutuelles » qui étaient gérées par les syndicats se sont considérablement dégradées « grâce » à la crise économique et aux « normalisateurs » militaires qui occupent les organisations ouvrières. Les coûts de la médecine et des médicaments font réapparaître les guérisseurs

(suite en page 10)

La chronique de Max Gallo

La mort est leur métier



On ne naît pas bourreau, on peut le devenir

ON ne naît pas bourreau. Mais parfois, face à l'inhumanité de certains hommes, on oublie cette évidence. On refuse de croire qu'ils étaient nos semblables. On imagine pour se rassurer qu'ils appartenaient à une autre espèce, celle de « animaux à visage d'hommes » ainsi que la nomme un survivant des camps de la mort. Il serait si simple de penser qu'il y a parmi nous quelques monstres dont on fait des tortionnaires. Aucun système social, aucune technique de manipulation ne serait à mettre en cause. Et nous serions innocents. La présence des bourreaux parmi nous ne nous renverrait à aucune responsabilité collective.

Thème connu pour exposé de philosophie élémentaire ? Vieux débat entre le choix qu'un homme peut faire de son destin (et la possibilité qu'il a à chaque instant de refuser ce qu'on veut faire de lui) et les pressions qui s'exercent sur l'individu pour le modeler, et le priver ainsi de sa libre décision ?

Ces questions, quand j'ai vu le visage de ce bourreau grec, formé par le régime des colonels, qui s'expliquait à la télévision sur la manière dont il accomplissait sa tâche, m'ont paru actuelles. Cet ouvrier de la torture savait se montrer tendre avec les siens. Il accomplissait sa tâche avec la tranquillité d'un professionnel. Formé pour cela, il était le rouage efficace d'une machine totalitaire. Un homme pour qui d'autres hommes avaient cessé d'être des semblables pour devenir simplement des morceaux de chair et de sang, des voix qu'il fallait faire jaillir, des aveux qu'il fallait obtenir.

Horreur dans l'homme ?

Il y a quelques années, Robert Merle, dans un roman rigoureux (« la Mort est mon métier ») construit à partir des confessions de R. Hœss, le commandant d'Auschwitz, avait analysé les mécanismes qui transforment l'un de nous en bourreau.

Et cette identité originelle que nous devons reconnaître entre nous — les victimes comme les bourreaux — est la condition, je crois, de notre compréhension des moyens de l'oppression.

Or, il n'est pas de tâche plus essentielle. Combien de pays vivent réellement dans le cadre d'institutions démocratiques ? Combien d'hommes bénéficient à la surface du globe des protections de la loi ? Les statistiques d'Amnisty Internationale sont effrayantes. En Turquie récemment, le gouvernement reconnaissait que quinze prisonniers au moins avaient succombé sous la torture.

Et dans nos démocraties européennes, croit-on que les terroristes qui déposent une bombe rue Copernic ou dans le Capitole, que le tueur qui a abattu Curiel ou Goldman appartiennent à une autre espèce que celle des bourreaux ? Ils ont été chacun à leur manière, comme le jeune Grec du régime des colonels, habitués à nier chez l'Autre la qualité d'homme.

C'EST bien là la racine du mal il me semble. Exclure une catégorie — de couleur, de religion, d'appartenance sociale ou politique, d'origine nationale — du groupe humain. La désigner ainsi à la répression et bientôt à la torture et à la mort.

S'élire soi — caste militaire ou terroriste — comme juge souverain. Tuer pour extirper l'Autre différent qui est pourtant un homme semblable à soi. Pouvoir par cette division qu'on a établi séparer dans sa propre vie les actes de la plus noire cruauté et l'affectivité. Etre comme l'était Hoess, celui qui décide et organise la mort de milliers de juifs et, ce métier assumé, rentrer chez soi, jouer avec ses enfants et son chien, soigner sa pelouse.

Horreur dans l'homme ? Horreur d'abord dans les systèmes qui produisent une telle mutilation de l'homme, une telle division en lui, seules capables de faire de lui un bourreau.

Et ils sont nombreux ces hommes qui martèlent et tordent les chairs. Soldats et policiers dressés au Chili, au Salvador, au Brésil ou en Argentine. L'Europe en a connu, en connaît de semblables. Et aucun pays ne peut se dire immunisé contre cette mutation de quelques-uns d'entre ses citoyens en tortionnaires.

Que faut-il ainsi penser de ceux qui, ces jours derniers, ont étranglé puis mutilé en Italie un témoin gênant compromis avec un clan de la mafia ? Ceux-là vivent au sein d'un régime démocratique, mais mafiosi — ou « soldats des factions terroristes » — ils ont établi dans la société des noyaux de totalitarisme. Et n'est-ce pas cela qui menace les démocraties plutôt qu'une négation totale des institutions démocratiques ? Le cancer, la gangrène, la paralysie — ce qu'on appelle parfois la déstabilisation —, et non le coup d'Etat.

Comment se défendre ? Comment au-delà des mesures de sécurité nécessaires établir un barrage ?

La tâche est difficile parce que le danger est diffus. Que la résistance doit être intériorisée par chaque citoyen, c'est-à-dire que la conscience « critique » doit être en nous constamment en éveil. Puisqu'on ne naît pas bourreau tout dépend de ce que chacun d'entre nous est capable d'opposer à ceux qui veulent le déshumaniser. Et peut-être, cette conscience critique, est-elle le mariage jamais rompu, en tout être, de l'intelligence et de la sensibilité.

Ici aucun domaine du comportement ou des mœurs n'est innocent. Est-ce un hasard si la droite — en général — n'a pas admis la libération de la femme ? Si elle continue de vouloir demeurer fidèle à des « valeurs viriles » qui fondent déjà une « différence », qui sont une exclusion de la « moitié du ciel » féminine. C'est le plus souvent par l'exaltation de ces « valeurs viriles » qu'a commencé l'apprentissage des bourreaux. Et ces valeurs de violence et d'obéissance, de hiérarchie et d'exclusion, ces valeurs de castes n'ont rien de commun avec le courage.

Mais il faut en prendre conscience : s'arracher à ces valeurs, devenir un citoyen critique suppose la vigilance, une information qui éclaire, c'est-à-dire qui mette en relations et ne se borne pas à rassembler le puzzle des faits.

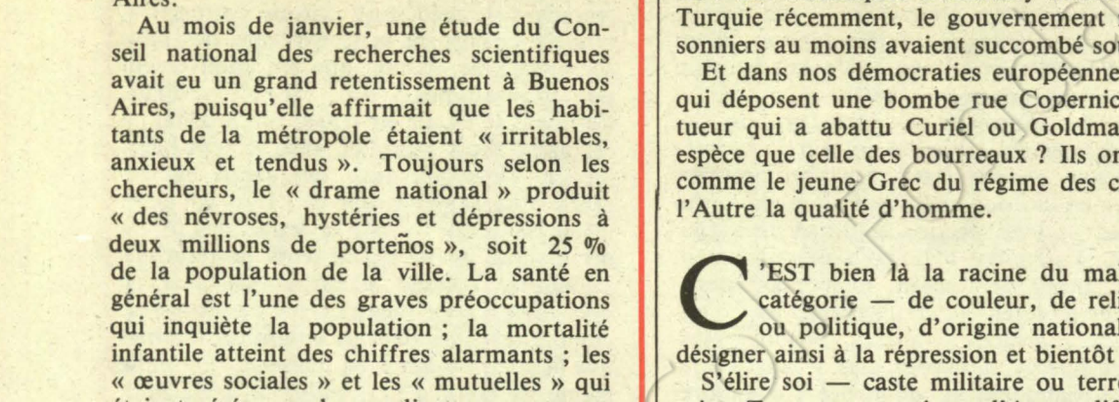
UN exemple ? Il y a une semaine à Buenos Aires, la population manifestait malgré la répression. Deux morts. Deux mille arrestations. Image cent fois vue des civils les bras levés menacés par des soldats casqués. Comme au Chili hier. Une semaine plus tard la flotte argentine envahit les îles Malouines sous souveraineté britannique depuis 1833. Lier les deux faits, analyser comment la revendication nationale sert de contre-feu au mécontentement. Voilà une information. Mais les journaux qui ont passé sous silence la manifestation et sa répression, que peuvent-ils expliquer, élucider ? Ils mutilent. Ils déforment par omission.

Or la fonction première de l'information n'est-elle pas de rendre intelligible le réel, de fournir des clefs qui permettent de s'interroger librement et de comprendre ?

Je crois que c'est cela le rôle de ceux qui parlent ou écrivent. S'adresser à l'intelligence et à la sensibilité. Répandre des germes de réflexions critiques.

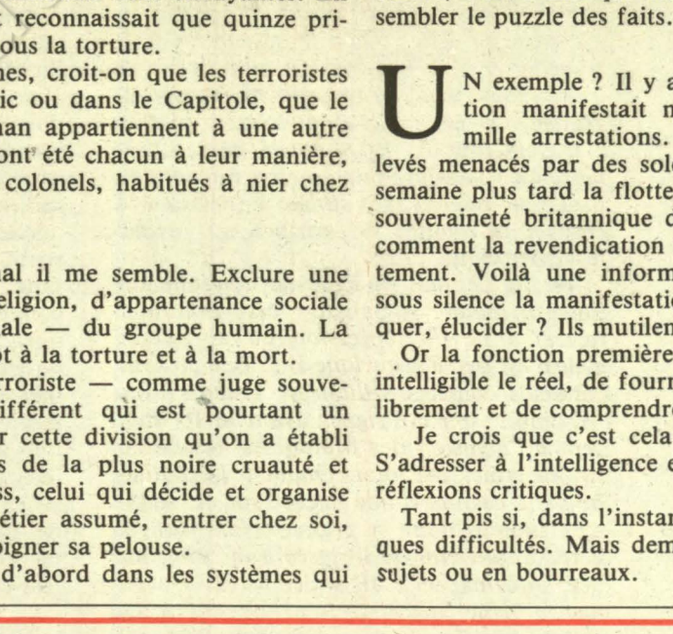
Tant pis si, dans l'instant, ces citoyens critiques nous créent quelques difficultés. Mais demain il sera difficile de les transformer en sujets ou en bourreaux.

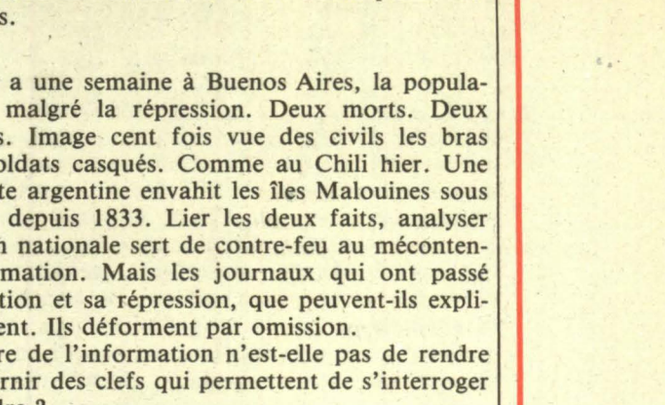
A.f.p.



Les syndicats argentins protestent en mars dernier contre le chômage et la faim : violente répression policière.

Sygma





Les « Folles de la place de Mai. »

IRAK-IRAN

Guerre de religion au Proche-Orient

En dépit de la vigoureuse contre-offensive iranienne, l'enchevêtrement des alliances rend l'arrêt des hostilités improbable : la guerre sert trop les intérêts des gouvernements régionaux

PAR AHMAD FAROUGHY

LA grande offensive militaire lancée le 22 mars dernier par la République islamique contre les positions tenues par les troupes de Bagdad marque un tournant important dans la guerre qui fait rage depuis dix-huit mois entre l'Iran et l'Irak. Elle a permis aux forces iraniennes d'enfoncer le front au centre, près du site archéologique de Suse — quarante kilomètres au sud-ouest de la ville de Dezfoul — et de couper ainsi l'armée de Saddam Hussein en deux. Selon Téhéran, après une semaine de violents combats, 25 000 soldats irakiens ont été tués ou blessés, 15 000 faits prisonniers, 360 chars ennemis détruits et près de 2 000 kilomètres carrés du territoire national libérés. Ces chiffres sont confirmés tant par les journalistes étrangers qui ont pu visiter le front du côté iranien que par des sources militaires américaines. Comment Téhéran et Bagdad en sont-ils arrivés là ?

Officiellement, l'origine du conflit porte sur la question séculaire du tracé des frontières, notamment sur le Chatt al-Arab— Arvandroud pour les Iraniens —, fleuve frontalier, confluent du Tigre et de l'Euphrate, seul accès au golfe Persique de l'Irak. En dépit des accords d'Alger conclus entre Saddam Hussein et Mohammad-Reza chah en 1975 — qui devaient définitivement mettre fin aux litiges territoriaux entre Bagdad et Téhéran —, le président irakien demande dès la fin de 1979 au gouvernement de l'imam Khomeyni non seulement de réviser ces accords mais de rendre les trois îles du détroit d'Ormuz occupées en 1971 par l'armée du chah à l'Etat des émirats arabes unis. Mais en vain.

A partir du printemps de 1980, les confrontations armées se multiplient à la frontière irano-irakienne. Le 17 septembre de la même année, Bagdad dénonce unilatéralement les accords de 1975 et déclare que la souveraineté sur le Chatt al-Arab lui revient entièrement. Cinq jours plus tard, le Conseil de la révolution irakienne ordonne à ses forces armées d'attaquer l'Iran et de poursuivre la guerre jusqu'à ce que ce pays reconnaisse la souveraineté irakienne sur les territoires revendiqués, « qu'il mette fin à son occupation illégale des trois îles et qu'il cesse son ingérence dans nos affaires intérieures et dans celles des autres pays de la région ».

Cette dernière partie de la proclamation irakienne est, en vérité, une reconnaissance de la vraie nature du conflit : idéologique et non territoriale. En effet, pendant les quinze années que l'ayatollah Khomeyni avait passé en exil en Irak, les relations entre le régime baasiste de ce pays et le futur imam n'avaient cessé de se dégrader. Prônant un nationalisme arabe teinté de socialisme et préconisant une séparation radicale entre l'islam et l'Etat, le baasisme devint pour les théocrates chiites — notamment pour l'ayatollah Khomeyni — l'ennemi idéologique, au même titre d'ailleurs que le communisme.

Dès la révolution iranienne, l'imam décide donc de déstabiliser le régime de



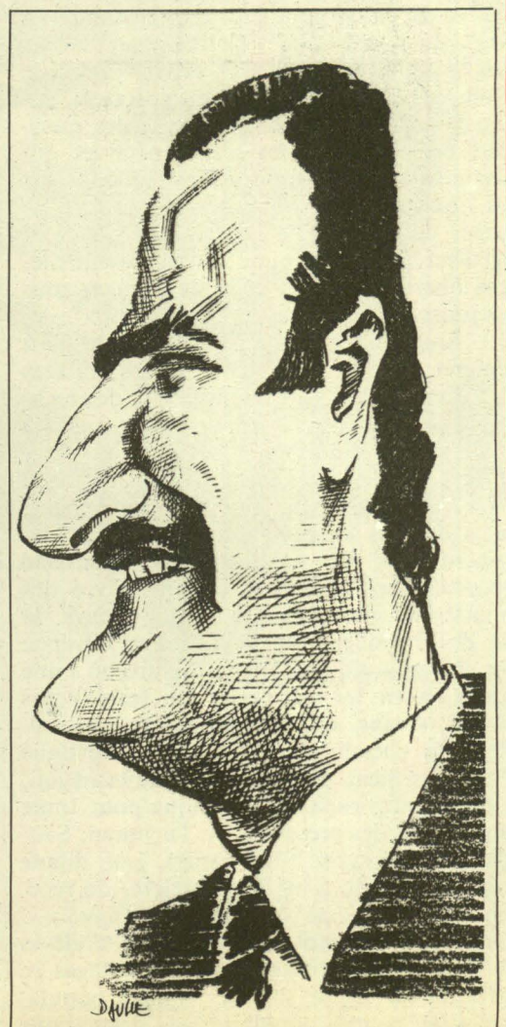
Sygma

Prisonniers irakiens à Téhéran

Saddam Hussein, et ce au profit des intégristes dont les plus fervents adeptes se recrutent au sein de la communauté chiite, laquelle, comme en Iran, est majoritaire en Irak. Sous l'impulsion des partisans de l'imam, de sérieux troubles éclatent bientôt à travers tout le pays, et, en dépit d'une répression sanglante de la part du pouvoir baasiste, celui-ci se révèle impuissant à enrayer la montée du mouvement révolutionnaire chiite.

Vers la fin de l'été de 1980, le régime de Bagdad choisit de déplacer la guerre intérieure qui le menace vers l'extérieur : guerre pour guerre, autant la faire en dehors du territoire national. D'autant que l'anarchie, le conflit militaire avec les Kurdes, la montée de l'opposition armée, la rivalité des clans au pouvoir et surtout les épurations au sein des forces armées paraissent avoir conduit le régime de l'imam au bord de la désintégration. Misant donc sur une faible capacité défensive, sur une éventuelle révolte intérieure, en bref sur « une guerre éclair », le 22 septembre 1980, les troupes irakiennes attaquent l'Iran. La « promenade militaire » tant annoncée par Bagdad allait cependant se transformer en l'une des guerres les plus longues et les plus meurtrières que le Proche-Orient ait jamais connue. Comment expliquer la résistance iranienne ?

Dès le début du conflit, les responsables baasistes ont fait du nationalisme arabe le fer de lance de leur propagande, proclamant que leur guerre est celle « des Arabes contre les Perses », que la province du Khouzestan — où se déroule les affrontements — est un « territoire arabe occupé au même titre que la Palestine », allant jusqu'à déclarer — comme l'a fait Saddam Hussein en novembre 1980 — que « l'Iran doit être détruit ». De tels propos ont immédiatement engendré au sein de l'armée iranienne — que Bagdad pensait pouvoir rallier en cas de conflit avec le régime islamique — une réaction nationaliste vigoureuse : l'unité des officiers s'est rapidement faite autour de l'imam, maintenant perçu comme le défenseur de la patrie. En conséquence, l'armée régulière iranienne, jusqu'ici hostile au corps des Pasdaran (la milice islamique), a commencé à collaborer étroitement avec lui en vue de repousser l'envahisseur : après plusieurs semaines de déboires, les forces armées iraniennes réussissent ainsi à arrêter l'avance des troupes de Bagdad. Au fil des mois, les Iraniens parviendront même au prix d'un nombre très élevé de morts — on parle de 50 000 du côté iranien — à passer à la contre-offensive, celle du 22 mars dernier étant de loin la plus importante. Mais la seule issue à cette guerre est-elle une défaite militaire de l'un des deux camps ?



DAULLE

Saddam Hussein, vu par Daullé.

Depuis le **début des hostilités**, plusieurs tentatives de **médiation ont été** entreprises, tant de la **part de la Conférence** des pays islamiques de **l'Onu, que du** mouvement des non-**alignés, qui, théoriquement,** devraient se **réunir en septembre** prochain à Bagdad ! Mais **jusqu'ici, elles** se sont heurtées à l'intr**ansigeance des** deux belligérants, notam**ment à celle de l'Iran** qui exige avant toute **négociation le retrait** des forces occupantes. **A en croire leurs** déclarations publiques, **Bagdad paraîtrait** de plus en plus désireux **de négocier** un cessez-le-feu, compte tenu **des délicats** équilibres internes que la guerre **a remis en question** : on parle même de coup d'Etat militaire à Badgad. Mais Téhéran— fort de sa progression sur le terrain — préfère une victoire militaire, même si la guerre doit durer indéfiniment. Cependant, si une pression concertée des grandes puissances pourrait éventuellement débloquer une situation encore apparemment sans issue, l'enchevêtrement des alliances proche-orientales rend l'arrêt des hostilités peu probable dans l'immédiat : la guerre irano-irakienne sert encore trop les divers intérêts des gouvernements régionaux. ●

(suite de la page 9)

tandis que se développe — à l'autre bout de l'échelle sociale et pour une minorité — une médecine de luxe très sophistiquée.

Les Argentins sont aujourd'hui conscients de vivre une triste, profonde crise sociale ; toute la nation est affectée, et la « crise morale » est devenue le leitmotiv d'une opposition plurielle qui commence à donner de la voix. Les années du silence semblent arriver à leur fin, et, malgré la censure (et l'autocensure), les Argentins essaient d'échapper à l'atmosphère de peur.

Depuis le XIX[e] siècle, la corruption a été en Argentine la caractéristique de plusieurs gouvernements — pas seulement militaires —, mais actuellement la population s'accommode mal « du climat malsain » qui entoure et pénètre l'appareil d'Etat à tous les échelons. Sur les autoroutes du grand Buenos Aires, les automobilistes virent se multiplier, à la fin de l'année 1981, des contrôles routiers effectués par la police provinciale. Selon des dénonciations reçues par la presse, ces policiers avaient organisé un véritable racket, et ils recevaient « des paquets ou de l'argent pour laisser partir les voitures ». On ne compte plus les anecdotes qui racontent les cas de corruption dans la fonction publique ; passeports, « certificats de bonne conduite » — délivrés par la police et nécessaires pour travailler dans l'enseignement public ou privé —, permis de conduire, tout est monnayable... et en dollars de préférence...

Le monde du football n'a pas échappé à ce véritable jeu de massacre qui fait rage dans toutes les élites du pays et qui commence à faire ses premières victimes : des militaires gouverneurs, des banquiers, des entrepreneurs sont accusés de corruption ou quittent précipitamment le pays... Des fraudes, des spéculations financières de grande importance à la veille d'une dévaluation de la monnaie argentine, des trafics variés : la « crise morale » rend le régime transparent...

La rue discute de ces affaires, et cela constitue un fait nouveau, un signe parmi d'autres du réveil, désordonné et contradictoire, de la société civile. Les intimidations policières n'ont pas pu empêcher le développement des manifestations qui réclament justice pour les milliers de « disparus » et pour toutes les victimes de la répression. La parole est reprise par un peuple qui a trop souffert. D'autre part, dans les grandes villes, se sont déroulées des expériences culturelles originales qui ont rencontré un appui massif de la part d'un public avide : ce furent la semaine de « Théâtre Ouvert » (Teatro Abierto) ou les journées de « Musique pour toujours » (Músicasiempre) ; ces manifestations culturelles et populaires bravent la censure et peuvent constituer un formidable barrage face à l'énergique processus d'acculturation qui accompagne la politique dictatoriale.

Les autorités se voient confrontées à un nouveau phénomène de résistance passive de la part des populations des grandes banlieues qui entourent Buenos Aires et des grandes villes de l'intérieur du pays ; en effet, plusieurs milliers de personnes ont cessé de payer le gaz et l'électricité comme les impôts. La plupart des salariés des districts très peuplés autour de Buenos Aires, comme Avellaneda, San Martin — très touchés par le chômage — ne peuvent plus payer ces services. La drastique réponse du gouvernement a été de couper ces fournitures, et des centaines de familles vivent dans l'obscurité même si, solidarité populaire aidant, les connexions clandestines prolifèrent. Les « petits emplois », sur lesquels se sont rabattus et les salariés qui touchent une paye misérable et les chômeurs, constituent une économie parallèle difficilement mesurable ; les femmes, qui ont été les plus atteintes par la crise de l'emploi dans les centres industriels, fournissent une main-d'œuvre abondante pour des travaux domestiques très variés et mal payés.

La vie quotidienne est pour les travailleurs et le peuple argentin une dure épreuve ; récemment, dans un journal de grand tirage, un ouvrier de la métallurgie se demandait avec une angoisse non cachée si « ce n'était justement pas l'objectif du gouvernement que de punir les ouvriers en empêchant leurs enfants d'étudier, en envoyant leurs femmes mendier du pain et en les faisant vivre dans l'obscurité... ». ●

Les O.s. de l'hôpital en ébullition

Il serait malvenu et maladroit de prendre la grogne des internes à la légère. Leur mécontentement mérite qu'on s'y arrête même s'il a pour toile de fond une récupération évidente et une manipulation certaine

PAR MARTINE DUCOUSSET

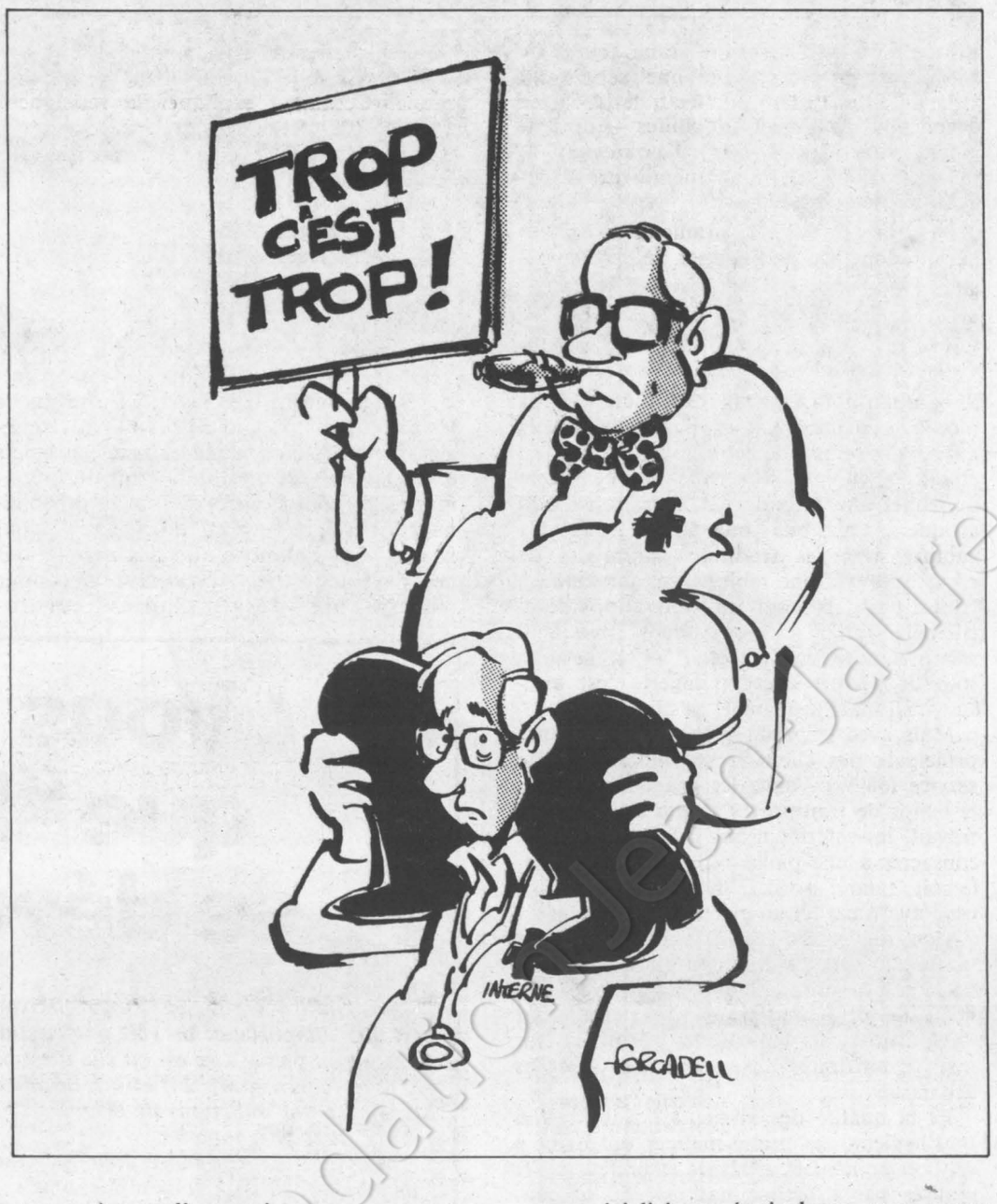
DE la bête à concours à la bête de somme, il n'y a qu'un pas. Celui que franchit allègrement l'interne d'un centre hospitalier universitaire, taillable à merci après avoir réussi l'examen qui le rendra corvéable pour quatre ans. Soixante heures de travail par semaine, des gardes en veux-tu en voilà, des bouquins à éplucher et des cours à réviser pour s'adapter et se mettre au jour des nouvelles techniques et de la médecine du moment. Oui, c'est tout ça et encore bien d'autres contraintes, la vie d'un interne. Alors, quoi d'étonnant si ces O.s. de la sonde, du tuyau ou de la radio se sont mis en grève ! Après tout, les damnés de la terre hospitalière ont eux aussi droit à la parole !

« On nous traite comme des chiens, c'est normal qu'au bout du compte nous finissions par redresser l'oreille », explique Gérard, un interne en médecine de 29 ans. « On nous exploite, on nous fait faire tout le boulot au sein d'un service, on nous utilise comme main-d'œuvre idéale, patiente, compétente et docile. Mais nous sommes autre chose, nous existons et nous voulons le faire savoir. » Déçus, écœurés, furieux, les internes viennent de jouer aux syndicalistes bardés de revendications. Assemblées générales à Paris et en province, comités de grève dans les C.h.u. (centres hospitaliers universitaires), folkloriques — les manifestants néophytes ignoraient l'art et la manière de percer les banderolles pour arpenter au mieux le macadam — et grogne un peu partout.

Une grogne qu'il serait malvenu de prendre à la légère. Si les internes râlent, et très fort, c'est qu'ils ont des raisons. Et leur mécontentement mérite qu'on s'y arrête, même s'il a pour toile de fond une récupération certaine et une manipulation évidente. A qui fera-t-on croire, en effet, que le malaise des internes date d'aujourd'hui ? Et que la réforme du monde hospitalier s'impose davantage sous Mitterrand que sous Giscard ? Gare aux droitiers de tout poil : ils voudraient bien nous faire prendre les enfants de grandes machines hospitalières pour des ennemis sauvages. O.K. Solidarité médicale, tout le monde a compris et presque tout le monde rejette. Mais c'est vrai que les internes, avec ou sans récupération, ne sont pas bien dans leur peau. L'ignorer, sous prétexte que seul un quarteron de médecins réactionnaires et vociférants donne le la de la révolte, c'est baigner dans la plus totale inconscience. Le monsieur ou la dame plus tout à fait étudiant et pas encore médecin qui se rebelle sec et bataille ardemment réclame tout bêtement le droit à l'existence. Désir normal, revendication légitime. L'interne, responsable dans tous les cas de figure de la boutique hospitalière, peut bien réclamer la révision — ou plutôt l'élaboration — de son statut. Faire tourner la baraque mérite compensation et reconnaissance. Pourtant, *niet*, depuis bien des années. L'interne bosse comme un dingue et croule sous le poids des responsabilités, mais reste un fantôme : même à raison de quatre-vingts heures de turf par semaine, il n'a quasiment aucune existence légale.

Un statut c'est le droit à l'existence

« Nous sommes plus ou moins des agents de la fonction hospitalière, explique Gérard. En ce qui nous concerne, il existe un vide juridique : non inscrits en fac — à moins de passer une thèse —, et donc non-étudiants, nous n'avons pas droit non plus au titre de médecin. Et pourtant, nous en assurons grandement la charge. Voilà pourquoi nous avons décidé de faire grève. Nous nous sommes bien sûr insurgés contre les mesures prises par le gouvernement. Mais ces mesures n'étaient que les gouttes d'eau qui ont fait déborder le vase. » Avant d'en venir au vase, voyons donc les maléfiques gouttelettes. Le trop-plein annonciateur, et détonateur d'orage. Au banc des accusés, le ministère de l'Education, inspirateur d'un fatal arrêté honni par tous les internes des centres hospitaliers universitaires. Arrêté signé sans l'ombre d'un doute par le ministère de la Santé, arrêté qui « nivelle par le bas et privilègie la médiocrité » selon Brigitte, interne du C.h.u. fière de lêtre et décidée à le rester.



Pour bien comprendre la récente levée de boucliers médicaux, mieux vaut connaître les arcanes hospitalo-régionalo-universitaires. Il existe en France deux catégories d'internes : ceux qui, après concours très sélectif, ont obtenu le sésame d'entrée dans un centre hospitalier-universitaire — environ 5 700 —, et les autres, qui se contentent d'un poste dans un hôpital périphérique (certes, c'est un hôpital, mais non universitaire ; certes, on y soigne, mais c'est moins coté). L'internat en C.h.u. permet, après quatre ans de bons et loyaux services consacrés à l'hôpital, d'obtenir le droit d'exercer une spécialité, sans avoir à plancher sur le moindre examen théorique. Les internes des hôpitaux périphériques (qu'on nomme encore internes des régions sanitaires) doivent en passer, eux, par le fameux C.e.s. (certificat d'études spécialisées) pour s'adonner à la gynécologie, la chirurgie plastique ou la dermatologie. D'un côté, un concours plus quatre ans de pratique dans un service qualifiant (c'est-à-dire équipé et de pointe) avec au bout une spécialité acquise sur le tas ; de l'autre, un concours plus trois ans de pratique dans un service beaucoup moins qualifiant — les hôpitaux régionaux manquent souvent de moyens et de matériel — et le C.e.s. en fin de parcours pour pouvoir se déclarer spécialiste. Deux chemins différents, deux voies, l'une royale et l'autre pas. Les pouvoirs publics ont voulu amalgamer, et donner aux internes des régions sanitaires quasiment les mêmes droits que ceux détenus par les internes de C.h.u. L'arrêté du 21 février — explicité par une circulaire du 24 mars — accorde en effet aux internes « périphériques » la possibilité d'obtenir une spécialité par équivalence, sans passer par le C.e.s., tout comme leurs confrères et néanmoins amis du C.h.u.

« C'est inadmissible, et c'est dangereux, estime Gérard. Inadmissible, parce que les hôpitaux ne sont pas les mêmes et que les services qualifiants ne sont pas légion ; dangereux, parce qu'un interne de région sanitaire ayant, par exemple, obtenu son équivalence en cardiologie sans avoir jamais fait d'échocardiographie aura bien du mal à se débrouiller avec tel ou tel patient. Nous ne méprisons absolument pas les internes des hôpitaux périphériques. Nous disons simplement qu'ils n'ont pas à leur disposition les moyens qui leur permettraient d'être aussi armés et compétents que les internes de C.h.u. »

La seconde mesure qui a mis le feu aux poudres, c'est le repêchage organisé et systématisé des candidats malheureux au C.e.s. Actuellement entre 25 et 30 000 étudiants sont en cours de certificat. Théoriquement, il faut avoir dix, puisqu'il s'agit d'un examen. Mais le ministère de la Santé, d'accord avec le Conseil de l'ordre, a décrété que sept et demi de moyenne, après tout, ça pouvait être suffisant pour avoir son diplôme et devenir spécialiste. « C'est n'importe quoi, commente Brigitte. C'est donner au presque dernier de la classe le droit d'exercer un métier pour lequel il n'était sans doute pas fait. C'est rabaisser la médecine, c'est se contenter du passable à défaut du bien. » Après quatre heures de négociations, avec les représentants des internes, Jack Ralite est revenu sur ces litigieuses décisions. L'arrêté est suspendu, les internes du C.h.u. peuvent dormir sur leurs deux oreilles. Pourquoi donc font-ils toujours grise mine ?

« Une fois de plus, la question du statut de l'interne a été occultée, explique Jacques de Lattre, du syndicat de la médecine hospitalière. C'est pourtant un problème capital, et qui concerne les deux catégories d'internes. »

Exiger un statut, c'est d'abord revendiquer le droit à l'existence. « Nous voulons qu'on nous reconnaisse en tant qu'individus, et nous voulons que notre travail soit pris en compte », reprend Gérard. Et le travail d'un interne, c'est du plus que sérieux : visite du service le matin, avec la pleine et entière responsabilité de chaque malade hospitalisé — une responsabilité à la fois de diagnostic et de thérapeutique —, contre-visite l'après-midi (l'interne reçoit les résultats des examens urgents, ajuste les traitements, assure en fait tout le suivi des patients dont il a la charge) et gardes plusieurs fois dans le mois. Plus d'innombrables tâches administratives — papiers de Sécurité sociale, certificats en tout genre —, plus des bouquins et des revues à potasser pour se tenir au courant des innovations et ne point pratiquer une médecine rétro. L'un dans l'autre, on arrive facilement à quatre-vingts heures de boulot par semaine, bien modestement rétribuées : environ 6 300 F à Paris, et un peu moins en province. Les internes veulent être correctement rémunérés : « 20 F de l'heure pour une disponibilité de tous les instants et une immense responsabilité, c'est dérisoire ! », grogne Brigitte. « Quel travailleur accepterait d'être exploité à ce point ? »

Sans compter le problème des gardes, qui agite les internes depuis des années : une ou deux fois par semaine, il faut répondre présent pendant dix-huit heures (et la mise est doublée s'il s'agit d'un week-end), s'occuper du service et assurer toutes les urgences. Tout ça pour la gloire de la médecine : ce n'est en effet qu'au sixième tour de garde dans le mois que l'interne perçoit royalement 180 F. Si encore l'avenir était rose... Las ! Bien peu d'internes peuvent prétendre à une brillante carrière hospitalo-universitaire. Les places de chefs de clinique, puis de chefs de service, sont rares et chères. Et nombreuses seront les blouses blanches à investir le privé, faute d'avoir été bien notées et privilégiées par les mandarins en activité. Voilà aussi pourquoi les internes ont réclamé l'abrogation de l'arrêté ministériel. Donner à tour de bras des équivalences, et favoriser un important contingent de prétendants au C.e.s., c'était ouvrir à grands battants la porte d'un domaine où les débouchés s'amenuisent d'année en année.

Or, le marché médical ne résisterait pas à l'afflux de quelque 30 000 nouveaux spécialistes tout heureux d'arborer pignon sur rue. Ce que réclament donc aussi les internes, c'est la possibilité d'entreprendre une carrière hospitalière, dans un C.h.u. ou un hôpital régional. Dernière revendication enfin : qu'on les consulte, que la concertation ne soit pas un vain mot. « Nous sommes intéressés au premier chef par la réforme des études médicales, mais personne ne daigne prendre notre avis », fulmine Gérard. C'est vrai que les internes ont leur mot à dire dans l'élaboration de cette fameuse réforme, qui devrait résoudre certains des problèmes évoqués ces jours-ci. La France ne pourra faire autrement que de s'aligner sur le traité de Rome, qui régit la médecine européenne. Conséquence immédiate : une filière unique de spécialistes, avec bagages pratique et théorique obligatoires. Ce qui en gros signifie que, prochainement, seuls les internes de C.h.u. pourront prétendre au titre de spécialistes : ils sont les mieux armés et les plus compétitifs dans un domaine qui ne souffre aucun à-peu-près.

Vu l'effervescence qui règne dans le milieu médical, la réforme devient urgente. Parce que maintenant ce sont les internes des régions sanitaires, persuadés d'avoir été sacrifiés par le ministère, qui menacent de faire grève. La priorité des priorités, c'est de clarifier une situation tellement illogique aujourd'hui qu'elle prête à toutes les confusions. Le syndicat de la médecine hospitalière — seule organisation médicale à avoir appelé à voter Mitterrand en mai dernier — parle volontiers « d'amateurisme » et « d'incohérence ». Signal d'alarme non négligeable. Passer outre, c'est donner le feu vert aux disciples de M. Debré. C'est jouer gagnante l'intolérance des nostalgiques de la médecine musclée et toute-puissante. Attention, danger ! Ça clignote dur à droite. ●

Fonds Jean Jaurès

RESTAURATION RAPIDE

Vite fait, mal fait mais français...

PAR MARIE-JOSE BERNARDOT



Pascal Lebrun

Catherine Lalumière au salon du Fast Food.

GASTRONOMES de tous les pays, unissez-vous, la mal-bouffe gagne du terrain ! Depuis des années nous regardions outre-Atlantique avec un brin de commisération, du haut de nos traditions culinaires, nous, les héritiers de Brillat-Savarin, les heureux contemporains et concitoyens des Bocuse, Troisgros, Chapel, et autres rois mages des fourneaux. Et voilà que notre belle jeunesse se précipite dans les fast-food, engloutit à belles dents hamburgers et frites graisseuses arrosées de Coca-Cola. Voilà que la restauration rapide — je dirais même hâtive... — acquiert pignon sur rue. Elle a même tenu salon tout récemment à Paris — inauguré par le ministre de la Consommation, Catherine Lalumière... Bref, voici que nos cocoricos culinaires ont comme un chat dans la gorge. Si les prévisions des futurologues de la nutrition se révèlent bonnes, nos papilles gustatives risquent fort de s'atrophier... mais, piètre consolation, nos oreilles seront préservées des consonances anglo-saxonnes. Par arrêté conjoint du ministère de l'Education nationale et du secrétariat d'Etat au Tourisme (paru au « Journal officiel » du 2 avril) on ne dira plus « fast food » (beurk !) mais prêt-à-manger (miam, miam !)... Trêve de lamentations archaïques : je mets (provisoirement) dans ma poche mon goût immodéré pour les petits plats raffinés et savourés tranquillement avec quelques amis... Puisque prêt-à-manger il y a et que, dit-on, cela devient — selon le terme consacré — un « phénomène de société »...

D'abord, quelques chiffres pour cerner l'étendue de... la chose. A ce jour, 181 établissements de « prêt-à-manger » représentent 0,2 % de la restauration commerciale en France. Tous les prospectivistes de la nutrition leur permettent un bel avenir : à l'horizon 90, ils devraient être un millier à se partager 4 à 6 % du marché.

Ce phénomène concerne surtout les jeunes : 85 % des clients de la restauration rapide ont entre 16 et 30 ans... Manger vite, pas cher et correctement — au moins sur le plan de l'hygiène ! Ce sont les trois vertus cardinales qui expliquent le développement du prêt-à-manger dans les grands centres urbains. En moins d'un quart d'heure, on peut se nourrir d'un hamburger avec frites ou de croissants agrémentés de jambon pour environ 13 francs. Ce prix modique suffirait à expliquer le succès auprès des jeunes de cette nouvelle bouffe : étudiants, chômeurs ou smicards, beaucoup de jeunes ont un budget restauration plutôt étriqué... La mode joue aussi. Et le côté rupture avec les traditions familiales de repas autour d'une table. Dans un sondage réalisé par l'Ifop sur les motivations de la clientèle, 29 % des personnes invoquent « l'ambiance décontractée » et 28 % « la solitude »... Le prêt-à-manger, c'est anti-convivial mais justement, ça plaît !

Mais avec le prix (47 %), la motivation principale des clients reste la rapidité du service (58 %) : dans les grandes villes où le temps de transport s'ajoute au temps de travail, les salariés n'ont guère de temps à consacrer à une pause repas. Même chose, le soir, quand il s'agit de manger un morceau avant d'aller au cinéma...

Constat sévère dressé par Catherine Lalumière lors de l'inauguration du salon de la restauration rapide : « Le développement de cette activité a été permis par l'aggravation des contraintes qui pèsent sur les travailleurs des grands centres urbains. »

Et la qualité des aliments ? Sur le plan de l'hygiène, les prêt-à-manger ont droit à un bon point. Les analyses et prélèvements réalisés par l'Institut national de la consommation sont largement positifs : cette bouffe qui a le gros défaut d'être industrielle en a aussi les qualités — conditionnement parfaitement aseptisé, cuisines rutilantes, marmitons bien lavés... En revanche les diététiciens ne conseillent pas d'y manger matin et soir : viandes, frites, beignets et Coca-Cola, ces produits — rois du prêt-à-manger — sont caractérisés par la prédominance des graisses et des sucres, dont l'excès dans l'alimentation des populations des pays industriels est considéré comme responsable des maladies cardio-vasculaires, première cause de mortalité en France.

Hygiène, rentabilité, efficacité : voici donc la restauration française confrontée à l'industrialisation du mode de vie... avec, comme d'habitude, vingt ans de décalage sur les mœurs nord-américaines ! 0,2 % du marché aujourd'hui, c'est encore bien peu. Mais la perspective de 6 % vers 1990 en fait ce que les économistes appelent un créneau porteur. En d'autres termes, il y a là beaucoup de sous à faire. Pour l'industrie agro-alimentaire française et les industriels qui fabriquent l'équipement des chaînes culinaires, c'est une bonne aubaine. Justement, de ce côté-là, ce n'est pas trop mal parti : en matière de matériel d'équipement la moitié des marques présentes sur ce marché sont françaises. Quant aux matières premières, elles proviennent essentiellement de la filière agro-alimentaire française. Les Grands Moulins de Paris tout comme la Socopa — deuxième boucherie industrielle d'Europe — investissent sur ce marché. Le développement très rapide des affaires (le nombre des établissements a doublé en 1981) est même à l'origine d'un conflit entre la société américaine Mac Donald's et le dépositaire de l'enseigne en France, Raymond Doyan. Dans le contrat conclu à l'époque où la restauration rapide semblait sans avenir en France, les royalties payées par le concessionnaire français pour l'exclusivité de l'exploitation de l'enseigne sont faibles : devant l'expansion soudaine, les Américains veulent reprendre leurs billes et font un procès à Raymond Doyan ! Conflit caractéristique de l'enjeu économique de la restauration rapide. Mais tant qu'à faire céder du terrain à notre manière de manger — enjeu éminemment culturel — autant que cela profite à l'économie française plutôt qu'aux firmes d'outre-Atlantique... ●

Vous voulez que "l'Unité" se développe ...

« L'Unité » est le seul moyen d'expression d'audience nationale du Parti socialiste. C'est dire l'importance du rôle que ce journal est appelé à jouer face à une presse dont le moins qu'on puisse dire est qu'elle n'est pas tendre pour la gauche au pouvoir.

Il le jouera grâce à l'effort de tous. De l'équipe qui le conçoit et le rédige, bien entendu, et qui doit pouvoir disposer de nouveaux moyens pour faire un hebdomadaire plus vivant et plus complet.

Mais l'effort nécessaire pour redonner une nouvellee dynamique à « l'Unité », nous le demandons aussi à tous nos abonnés, à tous nos lecteurs, à tous nos diffuseurs militants, à tous les adhérents du Parti socialiste. Dès maintenant, chacun doit se sentir mobilisé pour contribuer à l'accroissement rapide de la diffusion du journal par l'apport de nouveaux lecteurs. Que chacun de ceux qui nous lisent fasse un nouvel abonné et nous ferons en quelques semaines un bond en avant spectaculaire.

Le Parti socialiste a gagné au printemps dernier la bataille des élections. Il assume aujourd'hui à tous les niveaux les responsabilités du pouvoir. Il doit avoir désormais un journal à la hauteur de cette immense tâche.

Bulletin d'abonnement à retourner à

l'administration de l'unité
10, rue de Solférino 75007 PARIS

Je soussigné .....

demeurant .....

.....

désire souscrire un abonnement à « l'Unité » :
★ abonnement de six mois (150 F) ☐
★ abonnement d'un an (230 F) ☐
et vous adresse la somme correspondante

☐ par chèque bancaire ☐ par chèque postal

☐ ou virement au C.C.P. « l'Unité » : 2.34235J.PARIS

Les abonnés arrivés à échéance sont priés de joindre à leur réabonnement la dernière bande d'envoi du journal.

Date Signature

CONSTRUCTIONS METALLIQUES FILLOD : "LA SOLUTION SUR MESURE"

• Constructions "clé en main" sur systèmes industrialisés : bureaux, établissements scolaires, crèches, salles de sports, salles polyvalentes, hôpitaux, bâtiments industriels.

• "Bâtimodules" bâtiments démontables ou unités mobiles tous usages : chantiers, bases vie, classes, bureaux, etc.

Robustes, économiques, esthétiques, fonctionnelles, confortables, modulaires, rapidement achevées, les solutions FILLOD sont toujours performantes.

FILLOD
constructions métalliques

PÉRIPOLE 120 - 58, rue Roger Salengro
94126 FONTENAY-SOUS-BOIS - Cedex
Tél. : 876.12.15 - Télex : Ficomet 230313

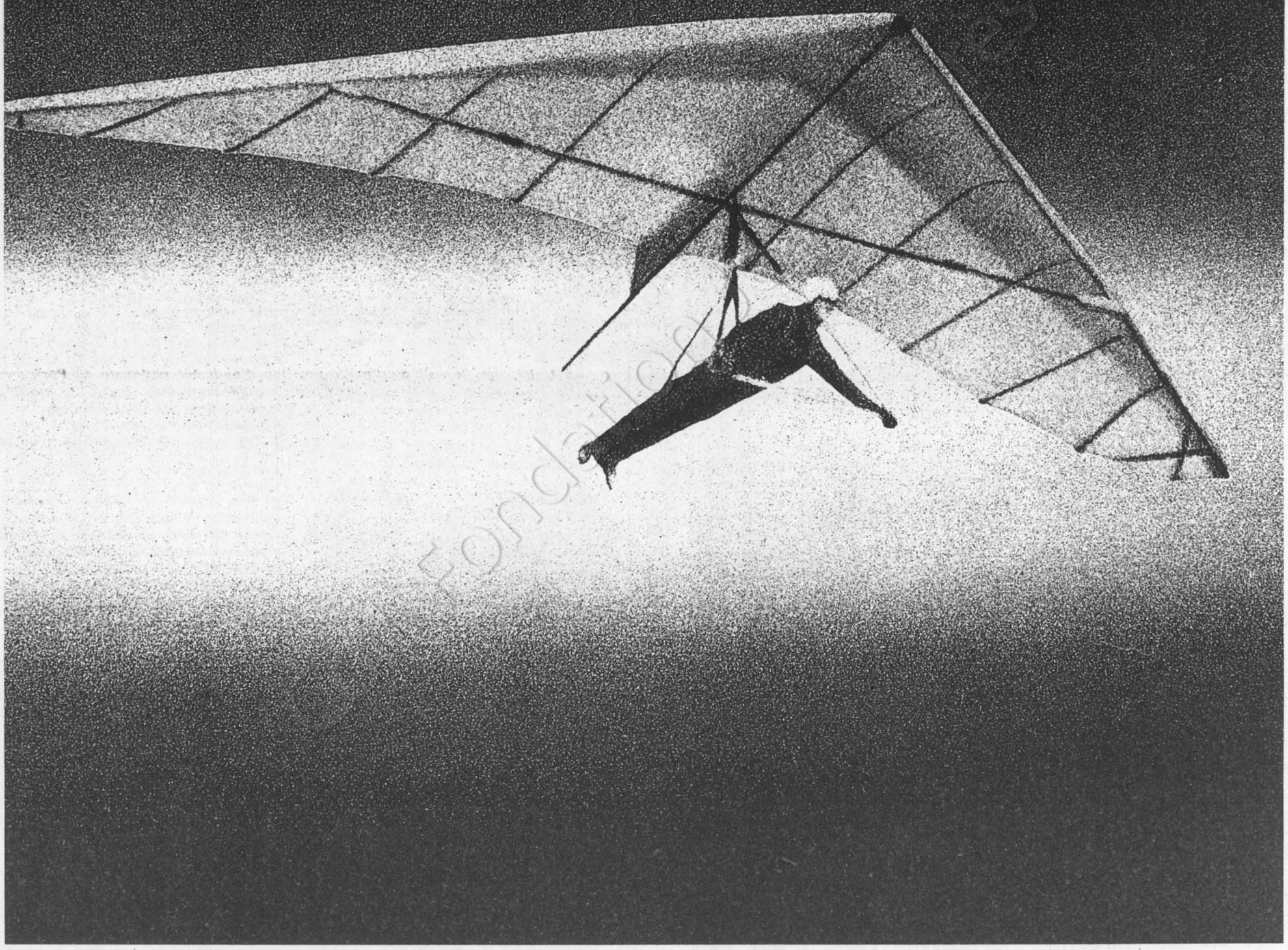
transexel

est un groupement de Sociétés de Service, à la disposition des collectivités pour :
.la création
.l'organisation
.la gestion
.le développement
de leurs réseaux de transport de voyageurs.

156, rue de l'Université 75007 PARIS - Tél : 550.32.04

Rédaction : 12, cité Malesherbes 75009 Paris. Tél. : 878.40.73. Administration : 10, rue de Solférino 75007 Paris. - Tél. : 550.34.35. Directeur : Claude Estier ; Rédaction en chef : Nicole Chaillot, Guy Perrimond ; Grands Reporters : Michèle Kespi, Jean-Paul Liégeois ; Rédaction : Marie-José Bernardot, Martine Ducousset, Fabian Gastellier, Frédérique de Gravelaine, Emmanuèle Plas, Paul Leduc, Gilbert Sans. Secrétariat de rédaction : Claudine Dervaux (révision), Mauricette Duchemin (maquette) ; Dessins : Jean-Pierre Coureuil, Barrigue, Solo, Pym, Forcadell ; Photos : Pascal Lebrun ; Publicité : 12, cité Malesherbes. Tél. : 878.40.73. Secrétaire administrative : Jacqueline Daimé ; Coordination : Ofres 118, Champs-Elysées, 75008 Paris. Imprimerie : E.T.C. 76190 Yvetot. Société éditrice : S.a.r.l. l'Unité ; Directeur de la publication : Nicole Chaillot ; Cadet Photocomposition, 75009 Paris.

Force de liberté.



C'est par un acte de liberté qu'est né le Crédit Mutuel : il y a cent ans, des hommes s'unissaient pour lutter contre l'usure et créaient les premières Caisses Mutuelles.

Révolte contre l'injustice. Mais en même temps départ d'un grand projet pour l'homme.

Aujourd'hui, c'est toujours le même esprit de liberté qui anime le Crédit Mutuel.

Le principe n'a pas changé : collecter l'épargne dans un village ou un quartier pour la redistribuer sur place sous forme de prêts au plus juste coût, au profit des hommes et de leur région et ainsi, réhabiliter l'argent comme lien social et non comme instrument de domination.

Liberté aussi, la faculté donnée à chacune des 3000 Caisses locales de préserver son identité. D'où une plus grande souplesse d'intervention et une prise en compte privilégiée des éléments humains avant toute décision de prêt ou d'investissement.

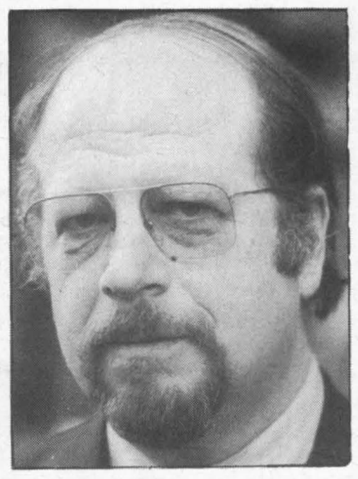
Force de liberté depuis 100 ans, le Crédit Mutuel entend le rester résolument.

Car on n'arrête pas les grandes idées.

Crédit Mutuel

La force d'un idéal depuis 100 ans.

La chronique littéraire de Claude Glayman



L'Afrique n'est pas si mal partie...

JE me souviens du 19 mars 1962, ce fut sinistre. Le militant de l'indépendance algérienne que j'étais, comme d'autres, avait le choix entre accepter ce qui paraissait à l'époque être un compromis (ce fut le sens par exemple d'un éditorial de la revue « les Temps modernes », également très engagée), ou déplorer un immense gâchis de vies humaines et d'occasions historiques qui, certes, s'achevaient mais dont on pouvait, fût-ce inconsciemment, se demander de quelle manière on aurait dû l'empêcher.

Vingt ans ont passé, une génération. Libre, l'Algérie ne commémore pas le 19 mars, en attendant le 5 juillet, date de l'Indépendance. Amorçant une entreprise de gauche — indispensable, délicate et menacée —, la France commence à s'interroger en profondeur sur vingt ans de guerre coloniale qui la mobilisèrent presque intégralement et l'hypothéquèrent non moins considérablement. A la place de la célébration, le propos historique. Quand vient le temps de la prescription, le regard historique prend le relais. On dira que sa vertu n'est plus que spéculative — l'analyse historique vient toujours trop tard pour infléchir l'action politique dont elle tirerait plutôt les leçons à retardement et notamment celles de ses erreurs —, en est-on bien sûr ?

Ces considérations me sont venues tout naturellement à l'esprit lorsque je me suis mis à lire « les Mémoires de Messali Hadj » (chez Jean-Claude Lattès), avec, excusez du peu, une préface de Ben Bella et des post-faces de Charles-André Julien, Charles-Robert Ageron et Mohamed Harbi. Il y a vingt ans, le nom de Messali Hadj était banni, il symbolisait la trahison pour les militants du F.l.n. et les anticolonialistes français. Aujourd'hui tout se passe comme si Staline, sinon rendait hommage à Trotsky, du moins s'apercevait que le dissident d'hier avait sa part dans la victoire et que surtout, et au minimum, les torts étaient partagés. En histoire on revient toujours de loin, sans doute pour aller plus loin !

Incomplètes, les mémoires de Messali Hadj s'interrompent hélas ! en 1938 ; mais authentiques, puisque le Zaïm ne rédigea pas moins de six mille pages... réduites à deux cent soixante-six pages de livre, plus une trentaine de complément. Pour une part hagiographique, bien sûr ! Ne tombons pas pour autant dans un travers de l'époque : peindre à l'envers ce qui l'avait été à l'endroit et inverser les coefficients que nous avions attribués aux rôles historiques. La vérité n'est pas plus dans le juste milieu, l'entre-deux, mais dans un effort permanent de corrections et d'ajustements fondés sur une connaissance toujours plus précise des faits.

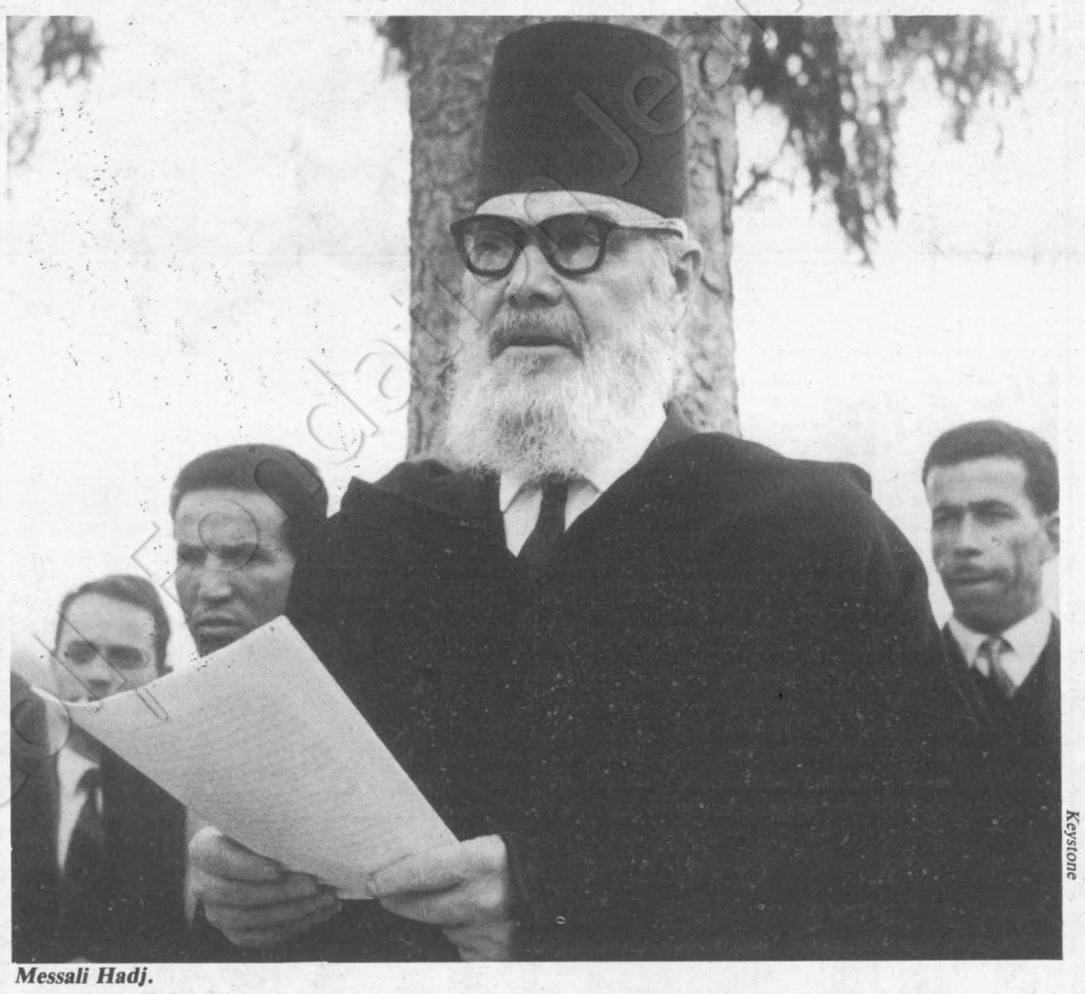
Considérons ce petit Algérien pauvre, né dans un milieu très religieux de la région de Tlemcen, très tôt sensible aux injustices colonialistes, voyez cette note modérée et fine sur les vêtements qu'il porte : « A cette époque, j'avais alors dix ans, j'étais toujours habillé très simplement. Je portais une longue chemise blanche qui me descendait jusqu'aux talons. Au-dessous, j'avais un petit seroual, c'est-à-dire un pantalon de couleur, que je tenais à ma taille avec un cordonnet. Enfin, j'arborais une petite chéchia sur ma tête rasée. Mais mes pieds, comme je l'ai dit, étaient alors nus la plupart du temps. Par la suite, je me suis mis à porter des espadrilles, très commodes pour le sport — et pour la bourse de mes parents. Je me trouvais très bien ainsi. Du moins jusqu'à un certain âge. Après, le contact de camarades qui s'habillaient autrement a fait évoluer mes exigences. » Banal, mais éclairant. Le jeune Messali exerce bon nombre de métiers, y compris celui d'écolier. Nous sommes encore dans la nuit coloniale des temps.

N'écartons pas d'ailleurs une certaine douceur de vivre. L'existence ne se déroule pas à chaque instant dans l'exercice intransigeant de l'idéologie colonialiste ou anticolonialiste. Les petits Blancs, les juifs d'Algérie ont aussi leur côté sympathique et les êtres se mêlent, ce qui explique bien des nostalgies d'aujourd'hui. C'est le monde extérieur qui fait basculer le compromis aux deux faces : protectorat instauré au Maroc très voisin, départ au service militaire, incorporation et venue en France à la fin du conflit 14-18, découverte du syndicalisme, approfondissement de la différence entre colons et indigènes à partir du moment où l'on vit l'assimilation au moins formelle entre ces derniers et les Français de métropole (encore que la différence des soldes à grade égal illustre sans commentaires l'injustice foncière du code de l'indigénat).

Autre point décisif, l'effondrement de l'Empire ottoman, protecteur naturel des musulmans, mais aussi la montée de Mustapha Kemal (dans un café du village natal, Messali, de passage, s'écriera : « Vive Mustapha Kemal !... »). Religieux, nationaliste, Messali fait preuve d'une grande intelligence et d'une vive curiosité. Cet autodidacte qui, par certains côtés, fait songer à Ho Chi Minh, découvre la politique... en lisant « l'Humanité », et l'on ne s'étonne pas que le jour de l'armistice du 11 novembre 1918 il note : « Voilà la guerre qui vient de prendre fin et les Français sont contents et heureux ainsi que leurs alliés. Est-ce que je dois être comme eux et me réjouir de la même façon ? Non ! » Que là-dessus éclate au Maroc la révolte d'Abd el-Krim, soutenu par un P.c.f. tout neuf prosélyte d'une révolution russe toute fraîche (Paul Vaillant-Couturier effectuera une tournée à Tlemcen en 1922), et voici les premières vagues qui agitent les populations algériennes encouragées par le symbolique petit-fils d'Abdelkader, l'émir Khaled.

En 1923, Messali débarque à Paris, il s'y marie avec une Française, fait la connaissance de militants algériens communistes et, tout en étant très religieux et ardent défenseur du passé arabo-islamique, adhère lui-même au P.c.f. Mélange de doctrines internationalistes et nationalistes, vécues d'instinct plus que théorisées au plan doctrinal, Messali fonde en 1926 l'Etoile nord-africaine E.n.a. qui deviendra au cours des décennies ultérieures le P.p.a. (Parti du peuple algérien), puis M.t.l.d. (Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques), puis M.n.a. (Mouvement national algérien).

Les thèmes de l'Ena, nous les avons croisés dans l'apprentissage de Messali ; à leur tour ils croiseront très vite les dimensions anti-impérialistes avec le Destour tunisien, les Marocains, les Syriens, etc. L'Ena, non aidée par les notables algériens et pour cause, mais non plus par les rares intellectuels du pays, se heurte très vite au P.c.f. et puis, après une phase de soutien, au gouvernement du Front populaire. Les



Keystone

Messali Hadj.

relations nouées à l'époque entre le P.c.f. et les mouvements anticolonialistes sont très compliquées et, en tout cas, nullement conformes à ce qu'en dit aujourd'hui l'historiographie officielle du parti. Pour simplifier, disons que le P.c.f. fait passer, avant l'exigence nationaliste d'indépendance, le soutien à l'U.r.s.s. et le combat antifasciste... à caractère nationaliste, lui aussi, mais du point de vue européen.

C'est un peu le même conflit qui opposera vite Messali au Front populaire et Messali note : « Certes, nous étions antifascistes et antinazis, mais nous étions avant tout anticolonialistes et anti-impérialistes. C'était là le sentiment général chez tous les Nord-Africains. Nous ne voulions pas nous battre pour renforcer la puissance coloniale des impérialistes. Nous attendions la création officielle du Front populaire avec impatience pour y adhérer mais aussi pour y présenter notre programme politique. » Alors que la France, en grande pompe, a commémoré le centenaire de la conquête de 1830 et tenu sa fameuse exposition coloniale de 1931, le P.c.f. jouera en Algérie du P.c.a. (Parti communiste algérien) et Messali devra chercher des relations avec l'aile gauche de la S.f.i.o. et les milieux trotskisants.

Mais Messali est opposé au projet Blum-Violette qui veut appliquer loyalement l'assimilation de l'Algérie à la France... au point de mécontenter le lobby colonial et la droite ; Messali remarque : « Pour nous, la demande de rattachement de l'Algérie à la France était un acte politique monstrueux et honteux. » Le 2 août 1936, Messali tient un grand meeting à Alger sur ses propres positions ; le 25 janvier 1937, le Front populaire dissout l'E.n.a. et, en juillet, fait incarcérer sur place son leader. A ce moment s'arrête le livre proprement dit de Messali. Faut-il dire alors que Messali était un « provocateur » ? ou plus simplement que ses revendications étaient trop en avance pour l'époque ou autrement encore, que la gauche française, pour l'essentiel, n'a jamais très bien compris le problème colonial !...

L'interrogation historique fonctionne ici à plein, avant même de rendre des verdicts, elle remet sur le devant de la scène ses vraies pièces. On en a besoin. Mais là où l'affaire se complique un peu plus, c'est que si Messali est incarcéré par Vichy, puis reprend à la fin de la guerre son combat de toujours, nous savons qu'il faudra une guerre de plus de sept ans pour accoucher du projet d'indépendance et que, au cours de cette guerre, Messali sera hors du coup, sinon du mauvais côté (du moins on l'a cru longtemps)... Le F.l.n. naît même d'une scission du messalisme.

Sur toute cette période, Mohamed Harbi, en quelques pages denses, tente de rétablir la vérité sans, il faut le dire, épuiser le sujet. Critique de la personnalisation messaliste, certes, Harbi note : « On peut tout simplement dire qu'un parti qui dépend à ce point de l'apport d'un seul homme n'est pas mûr pour son rôle comme le montrera très bien l'expérience du M.n.a. entre 1954 et 1962. » Cependant la perspective que l'on a sur le F.l.n. change quand Harbi écrit : « Dégagée des brumes qui l'entourent, l'opposition entre le F.l.n. et le M.n.a. apparaît alors comme une querelle de légitimité. Le but du F.l.n. était de s'approprier, contre son fondateur, l'héritage du P.p.a. Cette légitimation lui était indispensable. Il lui fallait donc, de façon impérative, détruire le messalisme, qui lui opposait la continuité du mouvement national, discréditer son leader et lui ôter le droit de se prévaloir de son passé. »

Le F.l.n. officiel entérine-t-il cette analyse ? Pas que nous sachions ! Pour autant celle-ci ne nous en interpelle pas moins, d'autant que Harbi hausse encore le débat lorsque, ayant remarqué que le Mouvement national algérien a toujours été inter-classiste, il aborde le problème du pluralisme de la société algérienne dans les termes suivants : « On peut mettre en relief certaines caractéristiques qui éclairent la réalité algérienne contemporaine et en premier lieu l'enracinement que trouve dans la société algérienne le refus du pluralisme et ses difficultés à se faire admettre... Paradoxalement, quand on étudie l'histoire du Mouvement national algérien, on voit que cette tendance au monopole renvoie à l'archaïsme de la société ... L'obstacle majeur sur lequel a buté le projet messaliste, et après lui, celui de Ben Bella, c'est que les classes populaires mettent en opposition le radicalisme populiste et l'exigence démocratique, comme si le choix démocratique était indissociable du réformisme et le radicalisme d'un choix absolutiste. »

Ainsi le témoignage de Messali et l'analyse que l'on peut tenter de son action durant la guerre d'Algérie bouleversent un grand nombre d'idées reçues... et reçues de tous côtés. La tradition d'une conception se trouve ainsi renouvelée et l'on peut souhaiter, vingt ans après la fin d'une guerre atroce, que la jeune recherche historique poursuive de manière aussi iconoclaste son œuvre. Alors, et alors seulement, les anniversaires ne seront pas formels.

Iconoclaste, ne l'est-il pas également Philippe Decraene (chef de la rubrique africaine au « Monde ») lorsque, dans son récent livre « Vieille Afrique jeunes nations » (P.u.f.), il déplore tout à la fois que l'Afrique n'occupe pas dans l'opinion la place qui lui revient et émet l'avis que ce continent ne va pas aussi mal que l'accrédite la rumeur commune. Prenons la politique par exemple, dont Decraene montre judicieusement le soubassement culturel, et bien contrairement aux apparences, on peut parler d'une relative stabilité politique et d'une non-fatalité des dictatures (rien de comparable avec la démence de l'Amérique du Sud ; en 1979 ont été éliminés Idi Amin Dada, Jean-Bedel Bokassa et Francisco Macias Nguema, l'Equato-Guinéen).

Pléthore de régimes militaires, mais moins peut-être qu'on nous l'assure, et puis il importe d'évaluer les différences entre ces régimes. Des contre-pouvoirs ont été mis en place sous forme de pouvoirs locaux, traditionnels ou non. Un certain multipartisme se développe. Les femmes y jouent un rôle de moins en moins négligeable. Peut-être Decraene sous-estime-t-il la montée de l'Islam ? Il a raison en tout cas lorqu'il rappelle que l'Afrique menace moins la paix mondiale que bon nombre d'autres secteurs de l'univers et qu'il n'y a pas là-bas extension de l'armement nucléaire si l'on exclut les deux cas, non négligeables, de l'Afrique du Sud et de la Libye.

S'agissant de l'économique, s'il place son chapitre sous cette citation peu encourageante quoique excellente d'Houphouët Boigny : « C'est un colonialisme bien pire que l'ancien. Parce que le vieux colonisateur assumait des responsabilités, tandis que ce colonialisme économique (le nouveau) n'en prend aucune... » Et s'il montre que la crise mondiale se traduit par un déficit d'importations d'Afrique et par la concurrence accrue de produits européens de remplacement, par la faiblesse des investissements en provenance des pays riches et par la détérioration toujours aiguë des termes de l'échange (poids excessif de la dette locale), il n'en montre pas moins qu'il existe certains motifs de satisfaction au niveau du développement des productions et d'une rupture non négligeable dans le cycle infernal des systèmes de monoculture.

Le ton de Decraene est volontiers optimiste, ce qui est peu courant de nos jours. On lui juxtaposera une réédition majeure, celle du « Voyage au Congo » d'André Gide (Idées Gallimard). Admirable texte qui relate le voyage d'une année à la fin de la décennie vingt s'achevant au Tchad. Les tics de Gide n'ont pas disparu (pédanterie, nombrilisme, etc.), mais on est frappé, une fois de plus, par sa curiosité toujours en éveil et par une générosité dans la dénonciation du phénomène colonialiste. La beauté précise et un peu anachronique d'un récit de voyage (genre très à la mode de nos jours) accompagne une grande lucidité politique plutôt rare à l'époque. Il faut saluer cette réédition éclairante, comme celle des « Peuples nus » de Max-Pol Fouchet (chez Buchet-Chastel), qui date de 1953 et qui frappe aussi par sa qualité d'observation mais étonne un peu par un vocabulaire désormais désuet. Je laisse de côté « l'Afrique fantôme » de Michel Leiris (N.r.f.) désirant consacrer une chronique à l'œuvre multiple de cet écrivain, l'un des plus grands actuellement de notre pays.

Récentes parutions consacrées à l'Algérie :

— Bernard Droz, Evelyne Lever : « Histoire de la guerre d'Algérie 1954-1962 » Collection Points/Le Seuil.

— Hervé Hamon et Patrick Rotman : « les Porteurs de valises : la résistance française à la guerre d'Algérie » — Points/Le Seuil (Edition augmentée).

— Abderrahmane Farès : « la Cruelle Vérité » : l'Algérie de 1945 à l'Indépendance » (Plon).

— Numéro spécial de la revue « Autrement » : « Algérie 20 ans ».

— Marc Garanger : « Femmes algériennes : 1960 ». Photos publiées par Contre - Jour.

— Jean-Jacques Servan-Schreiber : « la Guerre d'Algérie ». Textes et photos publiés par Paris-Match par Edition N° 1.

Culture au fil des jours

« Reds » : un film qui n'ébranlera pas le monde

Vingt milliards d'anciens francs pour tourner « Reds », Warren Beatty (producteur-réalisateur-scénariste-vedette du film), cela sert à quoi ? Apparemment, juste à nous concocter — et c'est un peu cher — un très joli film sur les états d'âme d'un journaliste nommé John et d'une romancière nommée Louise.

Adoncques, Louise, jeune Hongroise émancipée de Portland, Oregon, a rencontré le brillant essayiste presque par hasard et s'est éprise de lui. Au point d'abandonner son dentiste de mari et de suivre John à New York, parmi la bohème gauchiste des intellectuels de Greenwich Village. Pour lui, Louise fait une croix sur son féminisme militant, renonce à écrire pendant toute une période, devient possessive et jalouse, ne vit plus que dans l'ombre du grand homme, qui va finir par l'épouser. Et même quand le comportement de son mari ira totalement à l'encontre de ce à quoi Louise croit le plus profondément, elle sera là, fidèle jusqu'à la mort.

La finesse et la sensibilité à la « Annie Hall » du film de Beatty n'étonneront que ceux qui ont oublié la personnalité et le charme de « le Ciel peut attendre », il y a quelques années. Warren Beatty s'est même montré beau joueur : il a fait du principal personnage féminin de « Reds » (Louise - Diane Keaton) un rôle beaucoup plus riche que le sien (John) : non seulement plus profond humainement, mais d'une constante lucidité dans les moments mêmes où John se laisse aveugler par la naïveté ou le sectarisme. De façon inattendue, « Reds » apparaît comme une œuvre subtilement féministe en même temps que comme une réussite d'un certain cinéma romanesque dont la recette ne s'est heureusement pas perdue.

Ah ! j'oubliais : John n'est autre que le fameux journaliste communiste John Reed, et toute une partie de l'histoire se déroule au beau milieu de la Révolution d'octobre. La voilà enfin, la justification des vingt milliards de budget et des trois heures et quart que dure « Reds ». Eh bien ! C'est râté. D'abord, parce qu'on se demande où a bien pu passer cet investissement colossal : l'insistance à ne montrer de Saint-Pétersbourg qu'une rue et qu'une place, par exemple, est presque gênante. Quant aux scènes historiques du type prise du palais d'Hiver, Beatty les règle souvent à coups de vagues foules en contre-jour sur fond de projecteurs aveuglants. Un petit coup d'« Internationale » là-dessus et ça fait la rue Michel, sinon la Perspective Newski.

Plus grave : à aucun moment, ce qui demeure l'un des événements majeurs du siècle n'apparaît comme autre chose que comme l'arrière-plan de l'aventure personnelle de John Reed. Est-ce par prudence vis-à-vis du public occidental que Beatty a ainsi individualisé « Reds » ? En tout cas, le film perd considérablement à scinder ainsi quelque chose d'aussi imbriqué, dans la réalité, que la Révolution russe et le destin de cet idéaliste américain, auteur du plus grand best-seller prosoviétique (« Dix jours qui ébranlèrent le monde ») et enterré aujourd'hui dans la muraille du Kremlin.

Divers procédés stylistiques de « Reds » accentuent encore cette distance — comme ces « encarts » dans le film de propos recueillis auprès de témoins de jadis souvent amis du couple (Henry Miller, Mme Bertrand Russel, le fils Kerensky...) : cela n'apporte pas grand-chose, sinon une distance accrue. Au total, la « fresque révolutionnaire » attendue — au moins pour son spectaculaire — se dilue en vague toile peinte incapable de communiquer quoi que ce soit sur une période d'une telle importance et à peu près jamais traitée dans le cinéma américain.

« A bientôt ! Je vous enverrai des cartes postales, de la vodka et du caviar ! » : les amateurs auront reconnu ici la phrase par laquelle le héros de « Tintin au pays des Soviets », au début de cet album célèbre, caricature à peine la « réalité » soviétique vue par la mentalité de l'Occident dans les années vingt. Eh bien ! « Reds », c'est un peu un remake de « Tintin chez les Soviets ».

L'anticommunisme en moins, tout de même. Beatty l'a remplacé par une sorte de sympathie. Mais sa volonté visible de « faire plat » idéologiquement aboutit à ce non-sens : rien n'est expliqué vraiment des amertumes de Reed lorsqu'il s'aperçoit que le Komintern le manipule, à la limite du grotesque (les traductions truquées de ses discours dans un voyage avec un train de l'Agitprop). Alors que la mésaventure du vrai Reed illustre à merveille le début du glissement de la révolution des soviets dans la dictature du parti unique, militarisé, omniscient et infaillible, « Reds » ramène tout cela à l'anecdotique : c'est la faute à un méchant, Zinoviev pour ne pas le nommer. Du « Tintin », on vous dit.

Hasards moqueurs de la programmation : au même moment, Moscou nous envoie « l'Equipage », d'Alexandre Mitta, en deux parties. Première partie : un plagiat en règle de « Kramer contre Kramer », encore plus exécrable que l'original américain. Deuxième partie : cela tourne au film catastrophe et c'est « Airport » et « Tremblement de terre » que Mitta recopie ! Le scénario devient carrément hilarant et on ne manquera pas l'héroïque mécano du Tupolev rampant en plein ciel sur l'avion pour aller colmater une fissure de la carlingue !

Moralité : pour faire du cinéma américain, les Soviétiques ont apparemment du mal. Et les Américains ne paraissent pas très doués pour raconter l'histoire soviétique. Les produits d'origine, il n'y a que ça de vrai.

SERGE RICHARD

Warren Beatty : « Reds » ; Alexandre Mitta : « l'Equipage ».



Victor Lanoux dans « Boulevard des assassins ».

Bernand



Arrivée des spectateurs « Dell'inferno ».



Warren Beatty et Diane Keaton dans « Reds ».

Renaud-Barrault-photos

Une opération de promotion peut cacher un acte généreux et utile. La preuve : lundi dernier, au Théâtre du Rond-Point, le p.-d.g. de Kodak-pathé a fait don au ministre de la Culture Jack Lang des archives du photographe Roger Pic sur la Compagnie Renaud-Barrault. Promotion : Kodak-Pathé se fait de la publicité autour d'une manifestation culturelle. Utilité : Kodak-Pathé achète dix-huit mille photographies et les remet à l'Etat, c'est-à-dire à la collectivité nationale.

Intérêt évident : ces archives photographiques, représentant quinze années de reportage (1955-1970) consacré aux spectacles de la Compagnie Renaud-Barrault, seront désormais accessibles à tous. On peut d'ores et déjà se rendre compte de la richesse de cette donation en allant voir la première exposition qui en a été tirée et qui est accrochée jusqu'au 24 avril aux cimaises du Théâtre du Rond-Point. Titre de l'exposition : « les Grands Rôles de la Compagnie Renaud-Barrault ». A l'image : Michel Piccoli, Loleh Bellon, Sami Frey, Geneviève Page, Maria Casarès, Alain Cuny, Laurent Terzieff, Pierre Clémenti, Marie-Hélène Dasté, Henri Virlogeux, Michael Lonsdale, Pierre Brasseur, Madeleine Renaud, Jean-Louis Barrault... et les autres. Quinze années de théâtre vivant. Tout un pan de l'histoire artistique de la France au XXe siècle.

J.-P. L.

Cinéma : le fruit de l'impur hasard

Les villes de la côte méditerranéenne où les cadavres sont aussi nombreux que les palmiers, où les maires se complaisent dans des magouilles inavouables, où l'on se suicide deux fois pour être sûr de ne pas se louper et où les casinos servent de repaire aux malfaiteurs de tout poil, ça n'existe pas. Max Gallo est un rêveur, c'est bien connu, et son roman « Une affaire intime » (Laffont), dont le metteur en scène Boramy Tiavlong vient de tirer « Boulevard des assassins », n'est qu'une fiction délirante.

Allez, trêve de plaisanteries, on avoue. On avoue que, si le film ne possède pas une originalité à toute épreuve, le scénario est, lui, particulièrement captivant. Parce que visionnaire, Max Gallo y dépeint une ville décomposée, pourrie jusqu'à la moelle. Une cité régentée par la peur où, à coups de couteau, on s'arrache des terrains privés pour y construire quelques complexes sociaux, histoire de paraître libéral mais histoire, surtout, de s'en mettre plein les poches au passage. Il dépeint un maire moustachu, inculte, self-made man crapuleux et une bourgeoisie arriviste-arrivée où l'on se mure dans la compromission pour ne pas perdre la petite fortune que l'on s'est soigneusement amassée sur le dos des autres.

Et il dépeint tout ça dans un roman vieux de déjà quatre ans. Bien avant Graham Greene, bien avant certains faits divers... Comme s'il avait lu dans une boule de cristal.

Il est regrettable, avec un pareil sujet, de ne pas avoir trouvé un metteur en scène capable d'en tirer tout le suc ; de mettre l'accent sur le non-dit, le non-avoué... Boramy Tiavlong a filmé « Boulevard des assassins » comme un simple polar, alors qu'il aurait dû en explorer toutes les facettes politiques. On se prend à rêver, devant cette réalisation fade d'un roman pourtant construit comme un scénario, de ce qu'auraient pu donner un Chabrol, un Rosi... Du vitriol, un peu de nerfs, quelques griffes de scalpel sur cette radioscopie d'une bourgeoisie de province et d'une municipalité gangrenée n'auraient pas fait de mal à l'affaire... On en reste, hélas !, au premier degré, et le spectateur futé (mais pas besoin d'avoir fait l'Ena pour saisir le fond de l'intrigue !) devra continuer seul le chemin. Ce chemin qui relie des personnages de fiction à des individus réels ; ce chemin que Max Gallo nomme si joliment : « le fruit de l'impur hasard »...

F.G.

Jazz : vibrations vibraphoniques

Il était une fois... Comme tous les grands arts populaires, la musique noire a ses figures de légende, et Milt Jackson est du nombre depuis le fameux Modern Jazz Quartet. Des enregistrements assez récents, comme ceux de Pablo où le vibraphoniste affronte le grand orchestre de Basie, prouvent de quoi il est capable même après le M.j.q.

Milt Jackson joue maintenant volontiers avec un « ancien » de la contrebasse, Ray Brown, et un cadet surdoué du piano : Monty Alexander (qu'il faut avoir entendu étinceler en duo, pour M.p.s. Records, avec le guitariste Ernest Ranglin). Tout ce joli monde sera au New Morning, à Paris, du 8 au 14 avril. Excellentes Pâques !

SERGE RICHARD

Théâtre : prochain arrêt, l'enfer

André Engel est le roi de la reconstitution, du faux plus vrai que le vrai, de l'expérience théâtrale vécue comme un psychodrame. Après avoir reconstruit un village soviétique en pleine province française (« Week-end à Yaïk ») pour nous faire vivre trois heures d'une soirée made in U.r.s.s., le voici, avec « Dell'inferno », qui se met à fabriquer des trains, à retrouver des circuits ferroviaires désaffectés et à transformer en lac un vieux hangar oublié. Tout ça pour nous conter, à sa manière, un voyage aux Enfers.

Un voyage qui mène de la mythologie (textes d'Ovide, Virgile et Dante) à l'histoire récente ; qui cherche à nous montrer que l'enfer a pris, un jour, un certain visage — celui des camps de concentration — et que ce visage lui restera pour l'éternité tant il lui va comme un gant. L'expérience d'Engel se présente un peu comme un psychodrame : faire vivre aux spectateurs la réalité de l'enfer ; leur faire ressentir l'angoisse, la peur. En bref : les inclure dans le spectacle non plus comme simples visiteurs d'un soir, mais comme protagonistes. C'est une des raisons pour lesquelles on ne peut raconter « Dell'inferno » qu'à la première personne.

Au début, gare du Nord, personnellement je n'y croyais pas. Un train truqué, des exonérés de théâtre. Et puis tous ces voyageurs qui m'étaient trop familiers : Andrzej Wajda, Bernard Sobel... Pas la moindre impression d'être dans la réalité d'un départ pour l'aventure... Dans le train non plus, je n'y croyais pas. Tout ce beau monde babillait en se racontant la dernière blague...

Et puis, soudain, les lumières se sont éteintes. Le noir a recouvert la banlieue, les terrains vagues que l'on traversait. C'est là, je crois, que j'ai entendu. Entendu le bruit des roues contre les rails. Ce tam-tam strident qu'on m'avait raconté dix, vingt fois, mais que je n'avais jamais réellement ressenti. Cette plainte dans la nuit qui devient la seule réalité, le seul point de repère lorsqu'on ne sait pas où l'on va. Tant qu'il y a ce bruit, il y a encore l'espoir, la vie...

Après, les miradors, les bottes, le cuir des manteaux, les barbelés. Et cette façon de me compter comme du bétail lorsque j'ai passé la porte entourée de la cohorte lente de mes compagnons de route. Le choc de ce haut mur où s'étalait le temps arrêté, symbolisé par quatre chiffres : 1939. Et l'indescriptible angoisse lorsqu'on nous a séparés, nous femmes, de l'ensemble des hommes. Théâtre ? Oui mais. Mais quelque chose d'autre se passait, qui faisait oublier que ces projecteurs étaient faux, que ce gardien avait pour nom Laurent Terzieff, que cette soirée n'était que provisoire.

Terrible, en fait, de retrouver d'instinct les gestes, les expressions qu'ils ont eus, il y a quarante ans, en franchissant des grilles allemandes. Courber le dos, chercher du regard, pardessus son épaule, la silhouette de votre compagnon qu'on vient de vous arracher... Les mêmes réflexes ! C'est là — et là seulement — qu'Engel est gagnant. On y est. On a effroyablement froid, tout d'un coup. Et peur. Pas de la peur extravertie mais, au contraire, de la peur sourde — celle, justement, qui vous fait courber le dos sous le poids du destin, de la fatalité, des pièges de l'Histoire.

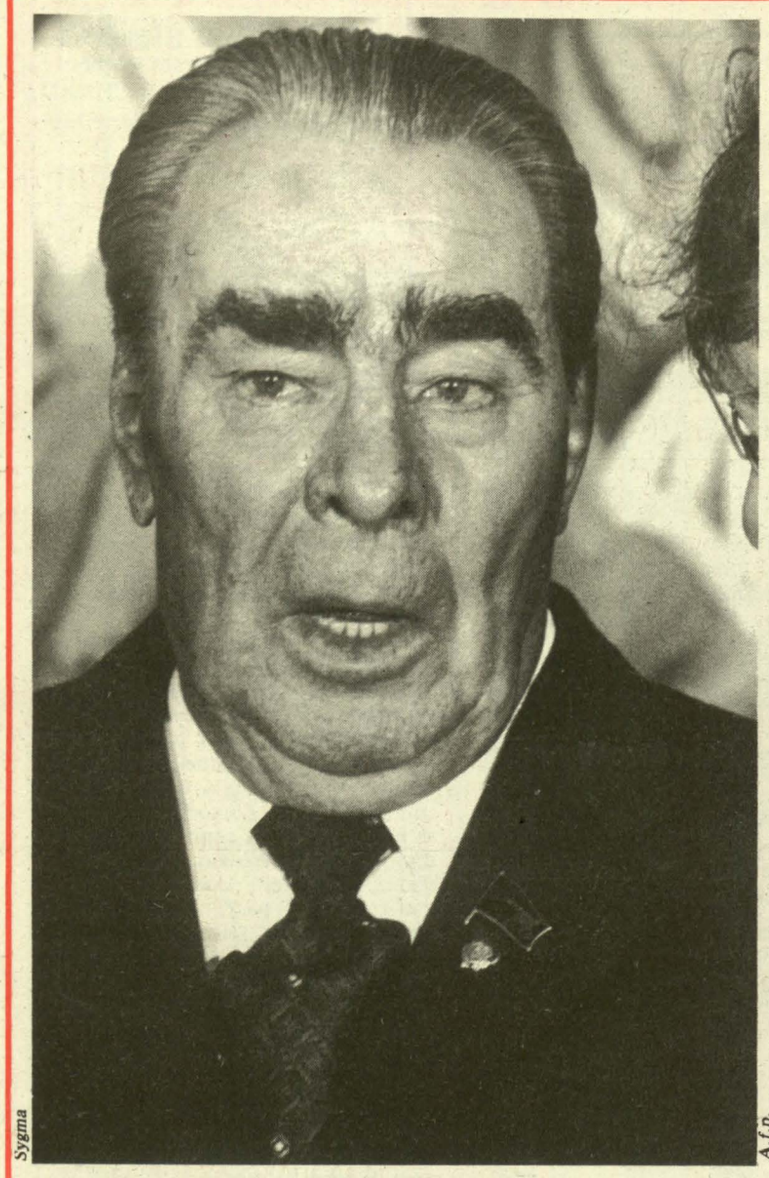
Après, « Dell'inferno » est simplement un beau spectacle. Avec un lieu superbe dont on voudrait ne jamais oublier la géographie de grotte souterraine. Mais les textes sont trop littéraires. Dante, Ovide, Virgile et les autres brisent l'angoisse et rétablissent la sécurité. Une sécurité un peu guindée comme une récitation cultivée dans un salon chic.

Il aurait fallu, peut-être, que le spectacle soit muet. On aurait ainsi mieux vécu de l'intérieur cette descente aux Enfers. Guidés par la force des images et la douleur du chant de Ghedalia Tazarter, cet Orphée aux mélopées déchirantes...

Dommage. Tout cela n'aura fabriqué qu'un gadget parisien. Et puis, d'une certaine façon, comment ne pas en vouloir un peu à André Engel lorsqu'en fin de soirée on reprend le train... Parce qu'il y a quarante ans, on n'avait pas le droit de revenir sur ses pas. Parce qu'il ne faut pas mentir avec une histoire aussi brûlante : le sifflement des roues, on l'entendait à l'aller. Et il n'y avait jamais de retour pour ce voyage-là.

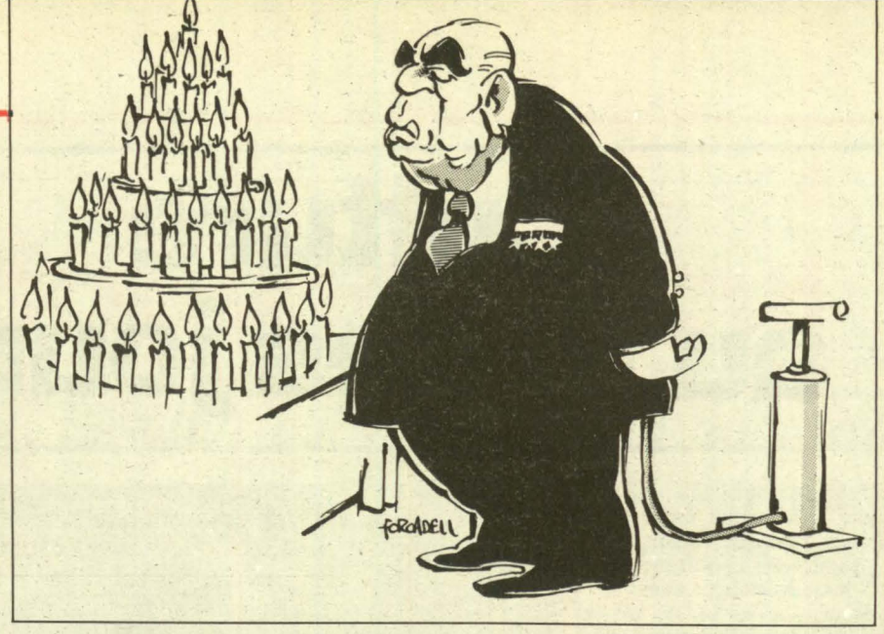
FABIAN GASTELLIER

« Dell'inferno ». Renseignements : 243.00.59. Tous les soirs à 21 h 40 jusqu'au 15 avril.



Sygma

Leonid Brejnev, à Bonn, en novembre dernier.





A.f.p.

Félicité par Souslov, disparu depuis, à l'occasion de son soixante-quinzième anniversaire.



Sygma

Tchernenko, son successeur logique.

KREMLIN

La succession sera longue

Malade, mourant ou en vacances… les rumeurs, à défaut d'informations, abondent à propos de Leonid Brejnev. Sachant que la "kremlinologie" s'apparente plus à la divination qu'à la science politique, on peut toutefois essayer de comprendre la fin de l'ère brejnevienne

PAR EMMANUELE PLAS

« JE ne suis pas de ceux à qui les éloges font tourner la tête », disait Leonid Brejnev — dont on ne sait aujourd'hui s'il est malade, mourant ou... en vacances — dans sa réponse aux congratulations des Premiers secrétaires de toutes les républiques soviétiques et des chefs des Partis communistes étrangers au cours d'une réception donnée au Kremlin, à l'occasion de son soixante-dixième anniversaire. C'était en 1976. On ose l'espérer, car le successeur de Khrouchtchev, au cours de ses dix-huit ans de carrière à la tête du premier Etat du « socialisme réel », a été gratifié de plus de décorations sinon de titres honorifiques que Staline lui-même.

Trois fois « héros de l'Union soviétique », plusieurs fois titulaire de l'ordre de Lénine, le maréchal Brejnev collectionnait les décorations sur son imposante poitrine. Son portrait — rajeuni de vingt ans — en uniforme de maréchal, toutes décorations dehors, édité à des millions d'exemplaires, placardé, encadré dans tous les lieux publics, le moindre bureau ; agrandi sur d'immenses panneaux dans les avenues des villes et sur les chantiers est omniprésent.

Mais cela ne suffisait pas, il fallait à ce successeur de Lénine et de Staline, des œuvres. En 1980 « Actualités soviétiques » recensait complaisamment les chiffres d'édition des œuvres du président de l'Union soviétique : « Près de mille cinq cents titres avec un tirage total de plus de soixante-cinq millions d'exemplaires ! » Sans compter les dix-huit millions d'exemplaires de sa trilogie autobiographique. La première partie de ce triptyque « la Petite Terre » a été portée à l'écran, à la scène et a servi de sujets à des chansons. Pour son œuvre, Brejnev a reçu la médaille d'or Karl Marx de philosophie, le prix Lénine de littérature... En 1980, année de l'invasion de l'Afghanistan, il a même reçu le « Mercure d'or » pour le développement de la coopération et du commerce internationaux. Côté titres de gloire les laudateurs officiels ne sont pas en reste : « continuateur infatigable de la grande tâche de Lénine », « fils du peuple », « produit modèle du Parti » et encore « Leonid Brejnev nous offre partout et toujours un exemple ».

Au-delà de cet impressionnant palmarès, et de cette inflation verbale, attributs obligatoires du culte de la personnalité, l'ère brejnevienne n'a pas ressemblé pour la population de l'U.r.s.s. à celle de la terreur aveugle du temps de Staline : les camps se sont largement vidés. Les épurations n'ont pas jeté au « goulag » des millions d'hommes. Même si les difficultés économiques n'ont fait que croître depuis les années soixante-dix. Comme en témoigne Dimitri Mikheiev, un dissident réfugié en Occident : « Il y a dix ans, il n'y avait pas de viande en Oural et dans les villes de Russie centrale, à présent il n'y en a même pas en Géorgie, en Ukraine occidentale et même sur les rives de la Baltique, fait inconnu jusqu'à présent dans ces régions. »

Quant aux dirigeants, même déchus, même limogés, ils connaissent une retraite dorée au lieu du peloton d'exécution. Ce dernier aspect du gouvernement de Brejnev explique en partie la moyenne d'âge élevée des instances dirigeantes et la stabilité des membres du Comité central, comme du bureau politique et du secrétariat : le XXVI[e] congrès qui s'est terminé en mars 1981 a reconduit, en bloc, le bureau politique et le secrétariat dont la moyenne d'âge est de soixante-trois ans. Kremlinologues et soviétologues s'accordent à dire que l'ère Brejnev est caractérisée pour les dirigeants par la sécurité de l'emploi : « En mettant N.S. Khrouchtchev en minorité, ses successeurs ont voulu en finir avec un style et des méthodes de gouvernement marqués par une rotation des cadres jugée excessive. » Les carrières se déroulent selon un schéma régulier et prévisible qui respecte la promotion interne fondée sur la compétence au départ, l'enracinement local et le clientélisme ensuite.

Autre changement politique majeur de ces dernières années dans l'exercice du pouvoir par Brejnev selon l'historien Jaurès Medvedev : l'influence croissante du trio ministériel responsable de la Défense, de la Sécurité et des Affaires étrangères (Oustinov, Andropov et Gromyko). Pour Medvedev, « cela est un indice du transfert politique qui se fait de l'appareil du Parti vers des technocrates ayant assis leur propre pouvoir et l'utilisant sans l'ombre d'une hésitation ». Des éléments importants pour l'analyse de la succession qui est plus que jamais d'actualité au Kremlin. Les rumeurs, à défaut d'informations, vont bon train en effet. Le secrétaire général du P.c.u.s. serait malade ou incapable de reprendre ses activités. C'est un homme, en tout cas, auquel ses pairs ne semblent même plus vouloir qu'on manifeste de respect y compris à l'étranger. Sinon, comment expliquer le télégramme de condoléances signé Brejnev et adressé au chef d'Etat du Yémen du Sud pour un cataclysme qui aurait endeuillé son pays mais dont personne n'a entendu parler ? Comment expliquer aussi la publication, au mois de décembre dernier, par la revue culturelle de Leningrad « Avrora », d'un pamphlet sur « l'écrivain » Brejnev. Sic transit...

Leonid Ilitch Brejnev est né en Ukraine, près de Dnieprodzerjinsk. Fils d'un ouvrier métallurgiste, il devient ajusteur puis ingénieur. Mais surtout, il adhère au Parti communiste en 1931, et, dès 1939, il assume la responsabilité de secrétaire du comité de la région de Dniepropetrovsk, une des plus grandes régions industrielles d'Ukraine. Il est sous les ordres de Khrouchtchev qui dirige alors le Parti dans cette république. Pendant la guerre, il est commissaire de brigade dans la XVIII[e] armée. Brejnev finit la guerre comme général de brigade. En 1950, il est premier secrétaire du Comité central en Moldavie. Un an avant la mort de Staline, il devient membre suppléant du présidium et secrétaire du Comité central du P.c.u.s. Il a quarante-cinq ans et c'est le plus jeune secrétaire du Comité central. C'est Khrouchtchev qui lui fera gravir les derniers échelons de la « nomenklatura ». En 1954, il est envoyé au Kazakhstan, à la grande époque du défrichement des terres vierges. Khrouchtchev est satisfait des services de son poulain puisque, en 1960, Leonid Ilitch se retrouve président du présidium du Soviet suprême de l'U.r.s.s. A noter que, dans ses mémoires, Brejnev parle des terres vierges et du XX[e] congrès sans mentionner le nom de Khrouchtchev.

Les successeurs de Brejnev seront-ils aussi ingrats ? Il semble bien que celui qui était devenu le maître du « Politburo » symbolisait l'équilibre à l'intérieur de cette instance du pouvoir suprême. Surtout après les limogeages dans les années soixante-dix de Chelest, de Chélépine puis de Podgornyï ; tous les trois semblaient trop ambitieux : ils auraient pu chausser les bottes de Staline. Et cela le Politburo n'en voulait pas : « L'objectif a été de créer une nouvelle atmosphère de stabilité au sein de l'élite du Parti, en vertu de laquelle bien des fautes graves, des cas de corruption et de mauvaise gestion ont été étouffés. Brejnev s'est efforcé d'éviter que les changements au sommet soient ouvertement mis en relation avec les désaccords réels au sein de l'équipe dirigeante, qu'il s'agisse de luttes pour le pouvoir ou de désaccord politique », dit Jaurès Medvedev.

Il semble bien, cependant, que depuis la mort de Souslov, des difficultés soient apparues pour Brejnev. Des campagnes contre son clan — notamment Kirilenko — et sa famille l'ont montré. Car c'est Souslov, deuxième secrétaire du Comité central et idéologue patenté de l'oligarchie soviétique, qui aurait dû assumer la succession. D'autant que le XXVI[e] congrès n'avait rien réglé et que Brejnev avait consciencieusement évité qu'il y ait un dauphin. Tchernenko — il a soixante et onze ans — qui a succédé à Souslov au poste de deuxième secrétaire pourrait remplacer Leonid Ilitch, mais ce dauphin a contre lui d'être très — trop ? — proche de Brejnev : ancien chef du cabinet privé du secrétaire général, il a été catapulté d'un seul coup au secrétariat. Mais si la « kremlinologie » tient de la divination plus que de la science, on peut cependant affirmer que le successeur de Brejnev, comme celui de Lénine, de Staline et de Khrouchtchev, sera choisi parmi les douze membres du Politburo. Autres caractères du portrait robot du futur maître du Kremlin : pas très brillant, pas trop ambitieux et qu'on ne puisse soupçonner d'aspirer au pouvoir personnel. Militaire ? Le maréchal Oustinov est le seul militaire, membre du Politburo, mais aucun spécialiste ne le donne gagnant à l'arrivée. En revanche, les observateurs imaginent volontiers la troïka Gromyko - Andropov - Oustinov assurer un intérim de quelques mois ou plus avant que... la succession véritable ne place au pouvoir un homme qui aura aussi les faveurs de l'armée. La solution bonapartiste est aussi envisagée par certains observateurs. Selon le témoignage de Mikheiev : « Le seul sentiment d'amitié qu'éprouvent toutes les couches de la population est peut-être pour l'armée. On a pitié des gamins habillés en uniforme, on respecte les officiers surtout les aviateurs et les marins. »

Pour Hélène Carrère d'Encausse, l'auteur de « l'Empire éclaté » et du « Pouvoir confisqué », « la succession, quoi qu'il en soit, sera longue ». ●

Diffusion N.m.p.p. - Commission paritaire n° 52325